GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

ABONNEMENT:

Trois Mois, 18 Francs.
Six Mois, 36 Francs.
L'année, 72 Francs.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

BUREAUX:

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
en face du quai de l'Horloge, à Paris.
(Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

CHAMBRE DES PAIRS. — Chemins de fer; agiotage.
COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ÉTAT.
JUSTICE CIVILE. — Cour de cassation (ch. des requêtes)
Bulletin: Cour royale; renvoi après cassation; compétence; audience solennelle; collocation; créance éventuelle; consignation; chose jugée. — Acte authentique; témoin instrumentaire; domestique à gages. — Séduction; promesse de mariage; inexécution; dommages et intérêts. — Comparution des parties; comparution de tiers; enquêtes. — Donation contractuelle; réduction. — Cour de cassation (ch. réun.): Question de duel. — Vol; co-auteur; genre de la victime.
JUSTICE CRIMINELLE. — Cour d'assises du Pas-de-Calais: Nombreux incendies; accusation contre une jeune fille. — Tribunal correctionnel de Reims: Festival de Reims; cavalcade; quête pour les pauvres; faux quêteur; escroquerie.
PROJET DE LOI SUR LES JUGES DE PAIX.
CHRONIQUE.

CHAMBRE DES PAIRS.

CHEMINS DE FER. — AGIOTAGE.

La Chambre des pairs a commencé aujourd'hui l'examen de la proposition de M. le comte Daru sur la négociation des actions de chemins de fer.

La proposition primitive a subi d'importantes modifications dans le sein de la Commission, et si la pensée du projet est restée la même, le système préventif a été notablement restreint dans son application. Suivant le système de M. le comte Daru, la prohibition était absolue jusqu'au jour de la loi ordonnant la mise en adjudication ou la concession des travaux d'un chemin de fer: jusqu'à ce moment, il était interdit, sous les peines portées par l'article 419 du Code pénal, d'ouvrir ou de recevoir des souscriptions pour l'exécution partielle ou intégrale de ce chemin. La Commission a pensé qu'un semblable système pouvait avoir pour l'industrie des chemins de fer des résultats dangereux; qu'il créait un délit là où il n'y avait aucun fait délictueux incriminable; qu'il éloignerait enfin les capitaux particuliers, sans leur laisser le temps de se réunir et de s'associer dans le court intervalle de temps qui sépare la loi de l'adjudication ou de la concession, livrant l'Etat aux exigences des maisons de banque, qui, débarrassées ainsi de la concurrence, arriveraient à monopoliser la spéculation.

Les craintes de la Commission étaient fondées, et nous croyons qu'en effet, sur ce point, le système de M. le comte Daru présentait de graves inconvénients. De quoi s'agit-il? De prévenir, de réprimer l'agiotage. Mais à côté de l'abus, il y a un droit qu'il importe de maintenir dans l'intérêt de tous, c'est le droit d'association. Or, si, en présence d'un danger imminent, ce droit peut être soumis à quelques restrictions, il faut le respecter, l'encourager quand il n'a rien que de légitime et de fécond dans sa source et dans ses résultats. Le fait d'ouvrir ou de recevoir des souscriptions, ne constitue pas nécessairement le fait d'agiotage: c'est un appel licite aux capitaux qui veulent s'engager dans une entreprise industrielle, c'est une association dont il serait imprudent de paralyser les efforts en limitant l'étendue de son action, en lui faisant une existence trop gênée et trop courte. Où est le mal, et quand commence-t-il? Le mal, ce n'est pas la souscription, c'est la mobilisation immédiate et désordonnée des éléments de cette souscription: il commence, non pas quand les capitaux répondent à l'appel qu'on leur fait dans la vue d'une entreprise nouvelle, mais quand ces capitaux, transformés par la négociation, sont livrés à l'agiotage qu'ils ne représentent rien de sérieux, et deviennent comme une sorte de papier-monnaie sans valeur effective. Qu'y a-t-il donc à faire? La Commission a pensé que la réponse était facile. Il fallait respecter le droit dans son exercice légitime: le restreindre à seulement où l'abus pouvait se présenter.

En conséquence, la Commission a voulu qu'il fût permis d'ouvrir et de recevoir des souscriptions à quelque époque que ce fût; mais elle a prohibé, sous les peines portées par l'art. 419 du Code pénal, l'émission des actions ou des promesses d'actions ayant l'époque où les compagnies seront constituées en sociétés anonymes dans les formes voulues par l'article 37 du Code de commerce. Jusqu'à cette époque, il ne pourra être délivré aux souscripteurs qu'un récépissé des sommes ou valeurs par eux versées: ces récépissés seront nominatifs; ils ne pourront être cotés à la Bourse, et toute publication d'un cours quelconque de ces valeurs avant l'ordonnance d'autorisation de la société anonyme sera punie d'une amende de 500 à 3,000 francs. Ces récépissés ne pourront être transmis par voie d'endossement ou autrement sous peine de nullité et de restitution des sommes payées, et, en outre, sous peine d'une amende qui ne pourra excéder le montant des valeurs négociées. Les notaires, agents de change, ou courtiers de commerce, qui prêteront leur ministère à de semblables négociations, encourront la destitution, et seront punis d'une amende de 500 à 5,000 francs.

Telles sont les principales dispositions du projet présenté par la Commission en ce qui touche l'ouverture des souscriptions et le caractère des récépissés délivrés avant la constitution définitive de la société. Les autres dispositions du projet règlent le mode de mutation des récépissés en actions ou promesses d'actions, les garanties à exiger des fondateurs pour le dépôt et la restitution des sommes versées entre leurs mains, et pour la nomination des administrateurs, directeurs ou gérants. C'est sur ce projet que la discussion s'est ouverte aujourd'hui. Bien que quarante membres à peine se trouvaient éparés sur les bancs de la Chambre, on savait que la discussion n'en serait pas moins animée et sérieuse. La proposition de M. le comte Daru avait vivement ému la Bourse: la place de Paris et les places étrangères avaient, lors de sa présentation, énergiquement protesté contre une réforme qui menaçait, disait-on, de porter un coup mortel à l'industrie des chemins de fer, en écartant de ces spéculations les hommes et les capitaux qui en font la puissance. On devait donc s'attendre à retrouver dans la Cham-

bre quelque écho de ces protestations. On ne s'est pas trompé. Après deux discours assez insignifiants de M. le général Cubières et de M. Villiers du Terrage, M. le comte d'Argout a pris la parole et a rudement attaqué le projet de la Commission. Le discours de M. le comte d'Argout a été fort habile: il a paru faire une vive impression sur la Chambre.

Le projet, suivant l'honorable pair, porte atteinte tout à la fois au droit d'association et au droit de propriété; il introduit un système préventif, quand il s'agit seulement de réprimer; enfin il manque son but, car, proposé pour détruire l'agiotage, il le poursuit là où il n'est pas, ne l'atteint pas là où il est. Et d'abord, l'orateur s'est demandé quel était aujourd'hui l'état financier des chemins de fer. Le revenu annuel des lignes en voie d'exploitation est environ de 4 fr. 80 pour 100 du capital de création; car ces lignes, dont le développement est de 541 kilomètres, et dont le coût a été de 205 millions, ont produit un revenu net de 9,780,000; c'est le même produit qu'en Angleterre. Ce n'est donc pas seulement la perspective d'un revenu que tant d'événements peuvent diminuer encore, qui est de nature à appeler les capitaux au secours d'une semblable industrie, surtout quand on voit que seulement pour les chemins votés jusqu'à ce jour, il faudra réunir un capital de onze cents millions. Il est évident que les capitaux français ne sauront suffire seuls à de telles entreprises: n'est-il donc pas imprudent de comprimer par des pénalités exorbitantes l'esprit d'association qui peut relayer les places étrangères à la nôtre? Croit-on que les capitaux, soit de France, soit de l'étranger, n'hésiteront pas en présence de cette immobilisation, de cette inaliénabilité qui les frappera au moment où ils seront déposés, jusqu'au jour souvent fort éloigné de la constitution sociale? Que frappe le projet? Ce n'est pas l'agiotage, c'est le fait seul de la transmission d'un droit, d'un capital, d'une créance; le récépissé de la somme versée est un titre de propriété: n'est-ce pas porter atteinte au principe le plus élémentaire du droit commun, que de faire un délit de la transmission loyale d'un semblable titre? On dit que cette transmission peut conduire à l'agiotage. Saisissez l'abus, ne confisquez pas le droit quand il s'exerce loyalement. D'ailleurs, ajoutait M. le comte d'Argout, que défend la Commission? Seulement la négociation des récépissés; elle n'empêche pas celle des actions quand la société sera constituée. Or, c'est sur les actions que s'est jeté le jeu de la spéculation. En effet, sur trente sociétés qui se sont constituées au capital de 2 milliards 900 mille francs, il en est vingt qui n'ont pas reçu de versements, qui n'en veulent pas recevoir avant la constitution sociale. Pour quatre de ces sociétés les récépissés ne se sont jamais négociés qu'à perte; six seulement ont négocié avec primes de 3 fr., de 5 fr., de 10 fr.: la plus heureuse, de 60 fr. Ce n'est donc pas dans la réception des souscriptions qu'est le mal; ce n'est pas le récépissé qui est l'aliment du jeu effréné que l'on signale en l'exagérant; c'est l'action, l'action que le projet autorise, à laquelle il laisse toute sa liberté, jusqu'au jour où les paris sur ces valeurs seront assimilés aux paris sur les effets publics, lesquels seront punis de l'article 422 du Code pénal.

Après le discours de M. le comte d'Argout, la discussion a été renvoyée à demain.

Les objections dont nous venons de présenter un résumé rapide ne sont pas sans valeur assurément, mais les défenseurs du projet n'auront pas des arguments moins sérieux à produire. Que résultera-t-il du débat? Nous l'avons pressenti le jour où nous avons eu à examiner la proposition de M. le comte Daru. Le projet ne sera pas adopté; ou s'il passe dans la législation, ce sera une loi de plus à ajouter à toutes celles qui régissent déjà la matière et qui ne sont pas exécutées. Ce n'est pas sur telles ou telles opérations qu'il faut poursuivre l'agiotage; il faut l'atteindre dans son principe. Aujourd'hui l'industrie des chemins de fer est l'enjeu de la spéculation; demain, ce sera une autre valeur, ou plutôt un autre prétexte. C'est une disposition générale qui est nécessaire, non une disposition spéciale, qui n'arrive jamais que lorsque l'abus a dépassé la mesure, c'est-à-dire lorsqu'il a déjà changé de place. Cette disposition générale, convient-il de la faire entrer de nouveau dans la loi? Mais, avant d'y songer, il faudrait se demander si la loi actuelle est insuffisante; pour cela, il faudrait l'exécuter. Est-ce donc l'occasion qui a manqué d'appliquer à des faits flagrants les dispositions de l'article 419 sur la hausse ou la baisse frauduleuse des effets publics, des articles 421 et 422 sur le jeu de ces valeurs? Il se peut que le ministère public y ait songé, mais nous savons quelles résistances il a rencontrées dans les hautes régions financières, et comment, au nom du crédit public, on a toujours paralysé son action. Aussi, en voyant ce qu'on fait de la loi actuelle, nous nous préoccupons beaucoup moins du sort du nouveau projet.

COMPTE-RENDU DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ÉTAT.

M. le garde des sceaux vient d'adresser au Roi un rapport sur les travaux du Conseil d'Etat pendant les cinq dernières années. Ce rapport est ainsi conçu:

Déjà deux fois, en 1833 et 1840, le compte des travaux du Conseil d'Etat a été dressé. Ce compte, dont les statistiques criminelles et civiles ont donné l'idée et la forme générale, a contribué puissamment à faire comprendre les attributions et l'utilité de ce grand corps administratif. On l'y a vu prêt au gouvernement, dans toutes les branches du service public, une assistance constante et éclairée, soumettant toutes les mesures importantes de l'administration à des discussions approfondies; non moins favorable aux intérêts privés, dont il est le protecteur impartial, qu'aux intérêts publics, dont il est le sage défenseur. Je n'hésite pas à dire que cette publication a servi à dissiper les préjugés qui s'étaient élevés contre une institution trop longtemps considérée comme l'auxiliaire du pouvoir absolu, et qui est un des éléments les plus essentiels et les plus nécessaires du gouvernement constitutionnel.

Une nouvelle période de cinq ans s'est écoulée: le même compte pour les cinq dernières années a été, comme les précédents, préparé et composé par une commission prise dans le sein même du Conseil d'Etat, et qui était composée de: MM. Vivien, conseiller d'Etat, vice-président du comité de législation; Prosper Huchet, secrétaire-général du Conseil d'Etat; Richard et Damez, auditeurs attachés au comité de

contentieux; Sédiillot et de Montesquieu, auditeurs attachés au comité de législation; Dufour de Neuville et Corbin, auditeurs attachés au comité de l'intérieur; E. Périer et Joly, auditeurs attachés au comité du commerce et des travaux publics; Halgan, auditeur attaché au comité des finances; de Laborde, auditeur attaché au comité de la guerre et de la marine.

J'aime à appeler l'attention bienveillante de Votre Majesté sur les auditeurs chargés de ce travail ingrat et difficile. Sous la direction habile et expérimentée du conseiller d'Etat qui, pour la troisième fois, a présidé cette commission, ils ont déployé autant de zèle que d'intelligence. Tous les procès-verbaux des comités du Conseil d'Etat compulsés et dépouillés, les résultats de cette recherche laborieuse groupés, selon leur objet, pour composer les divers tableaux; des notes nombreuses ajoutées pour expliquer la nature et le caractère de chaque classe d'affaires, et pour donner la vie, si j'ose ainsi m'exprimer, aux chiffres matériels de chaque catégorie d'attributions; des documents statistiques réunis sur les faits antérieurs ou contemporains; de nouvelles divisions introduites; des développements ajoutés aux tableaux des comptes précédents; tous les éléments, en un mot, de cette publication attestent combien elle a dû exiger de soins d'attention et de lumières.

L'économie générale du *Compte des travaux du Conseil d'Etat de 1840 à 1845* est la même que dans les comptes précédents. Votre Majesté me permettra de lui en signaler les principaux résultats.

Un *tableau préliminaire* fait connaître le mouvement du personnel et des travaux depuis la création du Conseil d'Etat jusqu'au 1^{er} janvier 1845.

Le nombre des conseillers d'Etat en service ordinaire, porté à 45 sous l'Empire, à 38, et même à 34, durant trois années, sous la Restauration, était descendu à 24 pendant les premières années du règne de Votre Majesté. L'accroissement des travaux, moins encore sous le rapport du nombre, réduit par les lois nouvelles, qui ont laissé aux préfets la solution des affaires les moins considérables, que sous le rapport de l'importance, constatée par cette réduction elle-même, a rendu nécessaire une augmentation dans le nombre des conseillers d'Etat. L'ordonnance du 18 septembre 1839 l'a porté à 30; celui des matières des requêtes a été élevé au même chiffre par les mêmes raisons; pendant dix ans, sous la Restauration, le Conseil d'Etat en avait compté 40. Ces mesures ont procuré un double avantage. Elles ont permis de créer deux comités nouveaux, et d'assurer ainsi à l'examen des affaires, par une plus grande division du travail, une attention plus complète et plus exclusive; elles ont permis de réduire le nombre des membres du service extraordinaire, appelés aux délibérations du Conseil. L'ordonnance de 1839 n'admet plus que vingt conseillers d'Etat de ce service à concourir aux travaux des comités et des assemblées générales, et consacrer ainsi la prépondérance nécessaire du service ordinaire.

Antérieurement, la nécessité de pourvoir à l'expédition des affaires, compromise par le petit nombre des conseillers d'Etat en service ordinaire, avait fait accorder l'autorisation de délibérer à un nombre de conseillers d'Etat du service extraordinaire qui s'était élevé jusqu'à quarante-sept. Les proportions rétablies en 1839 ont restitué à chacun des deux services la part qui doit lui appartenir.

Les *travaux des comités* et du Conseil, considérés dans leur ensemble, se sont accrûs successivement, quant au nombre; ils ont pris de plus en plus d'importance qu'ils n'avaient pas encore acquise. Chaque année, des lois nouvelles donnent au Conseil d'Etat des attributions plus étendues: les Chambres s'empressent ainsi de reconnaître et de constater son utile existence; c'est un témoignage de confiance dont ses efforts constants le rendent digne.

Le *tableau préliminaire* dont je viens de signaler quelques résultats principaux, est suivi des tableaux qui retracent les travaux des comités. Celui du *contentieux* n'y est compris, pour ainsi dire, que pour mémoire; ses travaux se confondent avec ceux des affaires contentieuses délibérées par le Conseil d'Etat, affaires dont il dirige l'instruction et prépare la décision. Le *comité de législation* occupe pour la première fois une place distincte, et, à ce titre, nous devons en parler avec quelque détail.

Indépendamment de certaines affaires administratives ou quasi contentieuses qui sont toujours portées devant le Conseil d'Etat, le *comité de législation* a dans ses attributions toutes les affaires des cultes; ses tableaux, beaucoup plus développés que ceux des deux comptes précédents, ont été composés pour en indiquer exactement le nombre et la nature. Les ordonnances ou avis relatifs aux établissements diocésains occupent le premier de ces tableaux, et excèdent le nombre de quatre cents. Parmi ces établissements figurent pour la première fois les maisons et caisses de retraite fondées dans un certain nombre de diocèses pour les prêtres âgés et infirmes. Elles ne coûtent rien à l'Etat et se sont établies à l'aide des ressources fournies par la charité ou créées par des évêques. Quarante de ces maisons ont obtenu des dons ou legs dont la valeur est de 543,450 fr., et ont fait pour 76,000 fr. d'acquisitions immobilières. Je crois que ces fondations doivent être encouragées: le clergé n'est admis à obtenir de pensions ni sur les fonds généraux du trésor, ni sur les caisses de retraite. Il importe d'éviter que les vieillards ou les infirmes soient condamnés à l'abandon ou à la misère, ou maintenus par parcimonie dans des postes qu'ils ne sont plus en état d'occuper utilement.

J'ai voulu qu'il fût possible de comparer la valeur des actes concernant le clergé, qui ont été faits dans ces dernières années, avec les époques antérieures, et en conséquence j'ai fait ajouter aux évaluations du compte celles des dispositions analogues, sous le consulat et l'empire, de 1802 à 1814, sous la restauration, et pendant la période du règne de Votre Majesté qui s'est écoulée de 1815 à 1840: on y a joint des moyennes annuelles. Il en résulte que, pour les dons et legs faits aux évêchés, la valeur annuelle a été insignifiante sous l'empire, qu'elle s'est élevée à 89,874 fr. sous la restauration; 68,017, de 1815 à 1840, et 44,007, depuis 1840. Quant aux chapitres, aux séminaires et aux écoles secondaires ecclésiastiques, voici les résultats comparés de ces diverses périodes en ce qui touche les dons et legs:

	Chapitres.	Séminaires.	Ecoles secondaires.
1802 à 1814	—	67,779	2,250
1814 à 1850	41,862	506,225	74,406
1850 à 1840	4,834	285,080	51,507
Depuis 1840	2,050	277,946	70,853

Les séminaires sont, en certains points, à la charge de l'Etat; l'Etat profite donc indirectement des nouvelles ressources qui leur sont assurées. La situation des écoles secondaires ecclésiastiques n'est point la même, mais elles ont perdu, en 1850, les demi-bourses qui leur étaient accordées par le Trésor, et l'on doit se réjouir des libéralités qui leur viennent en aide et qui font prospérer des établissements qu'il est nécessaire d'encourager, tout en maintenant l'exécution des lois et règlements qui les concernent.

Il n'importe pas moins de favoriser la prospérité des paroisses et de bien-être des prêtres, dont le traitement public est si libéral et qui se satisfait de trouver dans les cinq dernières années des résultats conformes à ce double besoin. Les dons et legs faits aux paroisses, c'est-à-dire aux fabri-

ques, et aux cures et succursales, c'est-à-dire aux ecclésiastiques qui les desservent, donnent les moyennes annuelles suivantes:

	Paroisses.	Cures et succursales.
1802 à 1814	406,172	4,512
1814 à 1850	968,420	72,992
1850 à 1840	915,878	55,763
Depuis 1840	1,005,858	77,000

Les propriétés immobilières des fabriques ne se sont pas accrues par les acquisitions qu'elles ont faites; une décroissance assez notable se fait remarquer:

	Acquisitions.	Aliénations.
1 ^{re} période	3,416	5,470
2 ^e —	74,075	51,342
3 ^e —	60,169	98,640
4 ^e —	58,582	122,020

Les acquisitions portent presque toutes sur des immeubles destinés à la célébration du culte ou au logement du curé; les aliénations, au contraire, sur des biens utiles et productifs; mais le prix du plus grand nombre est employé en placements de rentes sur l'Etat.

J'ai désiré surtout que des renseignements complets fussent rassemblés sur les congrégations religieuses qui existent à juste titre toute la sollicitude du *comité de législation* et du gouvernement. Dans ces cinq dernières années, 138 établissements de ce genre ont été autorisés. Le nombre de ces autorisations avait été de 136 dans les cinq années antérieures. Ce n'est pas à dire que 138 congrégations nouvelles se soient fondées: celles qui existaient de fait avant 1825 peuvent seules être autorisées par ordonnance royale; 16 seulement ont profité de cette faculté; les 126 autres établissements ne sont que des dépendances de congrégations déjà autorisées. Des considérations de diverses natures portent le gouvernement à conférer ces autorisations, quand, du reste, aucun intérêt public ou privé n'est compromis, et après l'accomplissement des nombreuses formalités établies par les lois et ordonnances. Relativement aux congrégations antérieures à 1825, la loi en a prévu et facilité le maintien en permettant qu'elles fussent conservées par une simple ordonnance. Il n'est pas sans intérêt, d'ailleurs, que la puissance publique exerce sur elle l'autorité dont elle est investie aussitôt après l'autorisation. Elle peut, en vertu de ses droits, intervenir dans tous les actes de leur administration économique, surveiller et interdire au besoin les acquisitions, les ventes, l'acceptation des dons et legs, qui ne sont plus possibles alors qu'avec l'approbation de l'administration. On ne serait pas toujours assuré que ces congrégations cessassent d'exister si l'autorisation leur était refusée, et cette existence clandestine pourrait entraîner les plus graves abus. Le Gouvernement doit donc, s'il autorise toutes celles qui s'adressent à lui, du moins ne pas repousser sans raisons graves des demandes qui emportent la reconnaissance de son pouvoir. Relativement aux établissements qui dépendent de congrégations déjà autorisées, il faut remarquer que le plus grand nombre ne sont que l'exécution de dispositions testamentaires qui ont attaché cette condition à des libéralités, qu'ils ont le plus souvent pour unique objet d'établir dans une commune quelques secours voués au soin des malades ou à l'instruction de l'enfance, et servent ainsi au soulagement ou à l'amélioration morale des classes les moins heureuses et les moins éclairées. La moyenne annuelle des acquisitions, des aliénations et des dons et legs, en ce qui concerne les congrégations religieuses, est indiquée par les chiffres suivants pendant les quatre périodes ci-dessus:

	Acquisitions.	Aliénations.	Dons et legs.
1802 à 1814	7,908	—	15,364
1814 à 1850	289,664	22,375	1,146,569
1850 à 1840	510,940	98,522	580,486
Depuis 1840	564,027	116,852	499,827

Tels sont les faits les plus essentiels qu'il m'a paru bon de relever parmi les affaires relatives au culte, dont s'occupe le comité de législation. Votre Majesté peut juger par ce rapide aperçu de l'importance et de la gravité de ces affaires; sommes aujourd'hui à un comité dont elles forment la principale attribution, elles ont donné lieu aux délibérations les plus sérieuses: des règles fixes ont été adoptées; les lois qui régissent ces questions délicates ont été recueillies et classées par les soins du comité dans un recueil dont j'ai ordonné la publication, et cette branche importante d'un service public a été administrée avec l'esprit d'ordre, de respect pour les lois, et de maintien des droits de l'autorité civile, dont ne s'écartera jamais le gouvernement de Votre Majesté.

Au total, le *comité de législation*, en cinq ans, a connu de 8,044 affaires; 147 demandes de communes en autorisation de plaider, 409 demandes en autorisation de poursuites criminelles ou civiles, 71 affaires de prises maritimes, 215 conflits, 50 appels comme d'abus, plusieurs projets de loi et règlement d'administration publique, dont quelques-uns d'une haute importance, se trouvent compris dans ce nombre. C'est assez dire que le rétablissement de ce comité en 1839 est pleinement justifié.

Les affaires du *comité de l'intérieur*, qui avaient dépassé 48,000 dans la période de 1833 à 1840, ont diminué d'une manière notable, et cependant elles sont encore au nombre de 52,254 pour les cinq ans. Deux causes principales ont contribué à les faire descendre à ce chiffre: en premier lieu, l'attribution des affaires des cultes au comité de législation; en second lieu, l'application des dispositions nouvelles, qui, en laissant aux préfets toutes les affaires communales de petite valeur, a réduit de plus de 8,000 celles qui étaient soumises au comité de l'intérieur. Le nombre des projets de loi d'intérêt local qui n'ont été préparés s'est, en revanche, considérablement accru: ce nombre a monté de 76 à 215 pour les départements, et de 65 à 246 pour les communes. Les 52,254 affaires soumises au comité comprennent spécialement 21,786 projets d'ordonnance ou avis intéressant les communes, 5,725 relatifs aux bureaux de bienfaisance, 4,410 aux hospices, et 1,721 liquidations de pensions. Aussi les séances du comité n'ont été ni moins nombreuses ni moins occupées qu'à aucune autre époque, et, sans contester le mérite de ses travaux intérieurs, il est permis de croire que ses délibérations n'ont rien perdu à ne plus se disséminer sur une aussi grande masse de questions.

C'est aussi en recevant une partie des attributions de ce comité, qu'a été formé, en 1838, celui de *l'agriculture, du commerce et des travaux publics*, qui correspond aux deux départements ministériels dont il porte le titre. Les affaires de sa compétence avaient été au nombre de 3,361 de 1833 à 1840; elles se sont élevées à 6,536 dans la dernière période quinquennale. 4,131 questions relatives aux canaux, ponts, routes, etc., lui ont été déférées; il n'en avait eu que 5,076 dans les cinq années antérieures. Les affaires du département du commerce s'étaient élevées à 2,087 dans ces mêmes années, en raison du développement rapide des caisses d'épargne, qui avaient donné lieu à 503 projets d'ordonnance ou avis. Il n'y en a eu que 92 de 1840 à 1845, presque tous les centres de population étant aujourd'hui pourvus de ces caisses, ce qui a produit une diminution correspondante dans le nombre des affaires du ministère du commerce. Le comité a examiné 206 projets de sociétés anonymes, 749 affaires relatives à des établissements insalubres, et 728 ordonnances portant établissement de foires. Il a liquidé 581 pen-

NOMBREUX INCENDIES. — ACCUSATION CONTRE UNE JEUNE FILLE.

Dans les mois d'octobre et de novembre 1844, des incendies considérables vinrent désoler la commune d'Hucqueliers et y jeter l'effroi. La justice, pendant longtemps, fit de vains efforts pour trouver la main coupable, lorsqu'enfin elle arrêta ses soupçons sur Albertine Féron, âgée de quinze ans. Par suite de l'instruction, cette jeune fille a été renvoyée devant la Cour d'assises du Pas-de-Calais. Voici comment les faits sont racontés par l'acte d'accusation :

Du 23 octobre au 11 novembre 1844, six incendies éclatèrent dans la commune d'Hucqueliers.

Le 23 octobre, vers sept heures du matin, le feu prenait dans un bûcher dépendant de l'habitation d'un sieur Beaurain, et dévorait en peu d'instants le bâtiment et plusieurs autres.

Le lendemain, vers huit heures et quart, il se manifestait à la naissance du toit d'une grange couverte en chaume, et appartenant à un sieur Louis-Marie Duhamel père.

Le 30, après midi, vers une heure et demie, ayant éclaté dans la paille qui recouvrait le pignon d'une grange dépendant de l'habitation du sieur François-Jean-Baptiste Gaignard, il étendait ses ravages aux habitations voisines.

Le 4 novembre, il se déclarait dans le poulailler de Louis-Marie Duhamel fils, et consumait le corps de logis ainsi que ceux adjacents.

Le 7 au matin, vers huit heures, une étable à porcs dépendant du logement de Florent Wallois devenait la proie des flammes : il en était de même du grenier qui la recouvrait.

Enfin le 11, vers sept heures et demie du matin, un sixième incendie éclatait à l'extrémité inférieure du toit de la grange du sieur Jean-Marie Poulain, et il détruisait cette grange et son contenu.

Les efforts redoublés de la justice pour découvrir l'auteur des cinq premiers sinistres restèrent impuissants, quand des circonstances qui se rattachaient au dernier la mirent enfin sur les traces du coupable.

Le 14 novembre, Albertine Féron, jeune fille d'environ quinze à seize ans, que les époux Gaignard avaient depuis quelques jours à leur service, s'était rendue, vers sept heures du matin, chez le sieur Poulain, beau-père d'une des filles de ses maîtres, pour vaquer au soin de traire leur vache, qui par suite de l'incendie du 30 octobre à leur préjudice avait été placée provisoirement chez Poulain. On la vit aller à deux reprises vers l'endroit où quelques instants après le feu éclata. Je lui aurais demandé ce qu'elle allait y faire, a dit un témoin dans l'information, si je n'avais cru qu'elle était envoyée par les gens de la maison pour continuer la surveillance contre les incendiaires.

Albertine Féron servait comme domestique chez le sieur Beaurain, lors de l'incendie du 23 octobre, et c'était elle qui la première avait aperçu le feu. Elle venait de passer la nuit chez Duhamel père, quand ce chef de famille devint à son tour la victime du fléau. Elle demeurait avec les époux Gaignard, quand le 30 octobre et le 4 novembre le feu avait pris chez eux et chez leur voisin Duhamel fils. Enfin elle sortait à peine de l'étable du sieur Wallois, quand le 7 novembre s'y était déclaré un nouveau sinistre. Indépendamment de la présence d'Albertine Féron sur tous les points où se manifestaient des incendies, des circonstances particulières devaient la convaincre. D'une part, elle avait quitté le service de Beaurain d'une manière inattendue et avant le jour précédemment fixé; d'autre part, ayant appris que le sieur Wallois devait aller consulter le desservant d'une commune de l'arrondissement dans le but de connaître le coupable, elle laissait voir son inquiétude, et voulait retourner tout de suite à Bourthes, où demeure sa famille, qu'elle était allée visiter le même jour.

Enfin, à la suite de l'incendie du 4, comme elle quittait les époux Gaignard, on vit tomber de dessous ses vêtements deux mouchoirs qu'elle avait volés; et, sur les reproches qui lui furent adressés, elle répliqua : « Vous avez eu du feu; avant huit jours vous en aurez encore! — Vous savez donc qui le met? » lui dit-on alors, et au la menace de la faire arrêter par les gendarmes. « Ah! bah! répondit-elle, il n'y a pas de témoins. » Frappée de mandat d'amener dans la matinée du 12 novembre, et conduit devant M. le procureur du Roi de Montreuil, qui ne cessait de se transporter sur les lieux, l'accusée soutint avec obstination qu'elle était innocente; mais on l'entendait peu de temps après, dans la chambre de sûreté, s'écrier en se parlant à elle-même : « Mon Dieu! quel malheur d'avoir fait une chose comme cela! Elle a fini par se reconnaître l'auteur des crimes dont il s'agit, à l'exception de celui commis chez Duhamel. Elle obéissait, a-t-elle dit, à une mauvaise pensée, et se servait à cet effet d'allumettes chimiques. Il est à remarquer que l'heure matinale à laquelle elle s'est levée le 24 octobre, la facilité qu'elle devait avoir d'aller, sans être aperçue, à l'endroit où le feu a pris; enfin l'ensemble des faits, tout démontre sa culpabilité quant à l'incendie de la maison de Duhamel père, comme par rapport à tous les autres.

Elle est accusée d'avoir : 1° le 23 octobre 1844, à Hucqueliers, volontairement mis le feu à un bâtiment appartenant à autrui, avec la circonstance que ce bâtiment était une dépendance de la maison habitée par le sieur Alexandre Beaurain;

2° D'avoir, le 24 octobre 1844, à Hucqueliers, volontairement mis le feu à un bâtiment appartenant à autrui, avec la circonstance que ce bâtiment était une dépendance de la maison habitée par Louis-Marie Duhamel père;

3° D'avoir, le 30 octobre 1844, à Hucqueliers, volontairement mis le feu à un bâtiment appartenant à autrui, avec la circonstance que ce bâtiment était une dépendance de la maison habitée par François-Jean-Baptiste Gaignard;

4° D'avoir, le 4 novembre 1844, à Hucqueliers, volontairement mis le feu à un bâtiment appartenant à autrui, avec la circonstance que ce bâtiment était une dépendance de la maison habitée par Louis-Marie Duhamel fils;

5° D'avoir, le 7 novembre 1844, à Hucqueliers, volontairement mis le feu à un bâtiment appartenant à autrui, avec la circonstance que ce bâtiment était une dépendance de la maison habitée par Florent Wallois;

6° D'avoir, le 11 novembre 1844, à Hucqueliers, volontairement mis le feu à un bâtiment appartenant à autrui, avec la circonstance que ce bâtiment était une dépendance de la maison habitée par Jean-Marie Poulain.

Après la lecture de cet acte d'accusation, tous les yeux de l'auditoire se portèrent sur l'accusée, dont le jeune âge contrastait d'une manière si extraordinaire avec la gravité et le nombre des crimes qui lui sont imputés.

Adeline Féron est âgée de quinze ans. Ses traits expriment la douceur; ses yeux, l'intelligence; elle est vêtue fort proprement, et appartient à une honnête famille. Son père, cultivateur à Hucqueliers, a quatorze enfants, qu'il a élevés avec soin, et quelques-uns des membres de sa famille sont entrés dans les ordres sacrés. Jusqu'au moment de son arrestation, Albertine Féron n'avait provoqué aucune plainte sur sa conduite; toutes les personnes qui la connaissent s'accordent à dire qu'elle est pleine d'intelligence, capable, s'acquittant très bien de tous les travaux qui lui étaient confiés; seulement on avait cru remarquer qu'elle était habituellement silencieuse.

On procède à l'audition des témoins.

Beaurain : Le 23 octobre 1844, le feu a été mis à ma ferme, et en a consumé les bâtiments. Il était environ sept heures du matin. Je ne sais ce qui a pu déterminer Albertine Féron à commettre ce crime.

M. le président : Albertine, avouez-vous avoir incendié la ferme du témoin? — R. Oui, Monsieur.

D. Pourquoi avez-vous mis le feu?

L'accusée ne répond pas.

D. En voulez-vous à M. Beaurain? — R. Non.

D. Vous avait-il fait du mal? — R. Non.

sions. Les affaires qui lui sont soumises sont peut-être celles qui touchent le plus à des intérêts privés, et dans lesquelles l'intervention du Gouvernement réclame le plus de discrétion et de prudence. Elles exigent donc une attention toute particulière, et ne peuvent être traitées avec trop de circonspection.

Les liquidations de pensions sont la principale attribution du comité des finances. Le personnel des administrations financières est si nombreux, que les liquidations doivent se présenter en grand nombre. Le comité en a examiné 1,562 : il avait eu à délibérer sur 2,076 de 1835 à 1840. Il ne faut pas regretter que le nombre en ait diminué. En général, l'Etat ne peut que gagner à conserver auprès de lui des agents éprouvés par de longs services. Cependant, cette règle ne peut s'appliquer aux parties actives, dans lesquelles la vigueur du corps est une condition indispensable. La loi sur les pensions, nécessaire surtout à l'administration financière, aura sans doute pour résultat de concilier ces intérêts opposés. Une nouvelle catégorie d'affaires a été donnée au comité des finances, en exécution de la loi du 11 juin 1842, qui veut que l'établissement des taxes d'octroi et les règlements relatifs à leur perception soient délibérés en Conseil d'Etat. L'instruction en est confiée à ce comité. Il a été saisi de 86 affaires de ce genre en 1842, 104 en 1843, et 96 en 1844.

Le comité de la guerre et de la marine est aussi presque exclusivement occupé de liquidations de pensions. Si le nombre total des affaires qu'il a examinées de 1840 à 1843 est de 25,999, une très petite quantité sont étrangères à ces liquidations; cependant, quelques affaires graves ont été soumises à ses délibérations. Il a examiné notamment 205 affaires concernant les colonies.

Outre ces travaux propres à chaque comité, quinze questions d'une importance particulière ont été portées devant deux ou trois comités réunis.

Telle est la série des travaux des comités : cette rapide analyse suffit pour démontrer les services journaliers qu'ils rendent au Gouvernement. Attachés aux divers départements ministériels, ils forment auprès d'eux un conseil permanent, toujours prêt à leur prêter le secours de ses lumières et l'appui de son expérience. Toute question délicate ou épineuse peut toujours leur être déferée, et reçoit d'eux une solution également dégagée des préjugés d'une pratique étroite et des témérités d'une théorie aventureuse.

Les délibérations du Conseil d'Etat viennent ajouter le poids d'une seconde et plus complète discussion aux affaires qui sont portées à l'Assemblée générale. Ces affaires sont divisées en deux grandes catégories : 1° les affaires administratives; 2° les conflits et les prises maritimes, et les affaires contentieuses proprement dites. Le compte que j'ai l'honneur de mettre sous les yeux de Votre Majesté les retrace séparément.

Parmi les affaires administratives, toutes celles que soumettent au Conseil d'Etat les comités de l'intérieur, du commerce, des finances et de la guerre, sont comprises dans les tableaux relatifs à ces comités; ce sont seulement les plus importantes d'entre elles, par la nature des questions ou l'élévation des valeurs. Il est inutile d'y revenir, mais je ne puis passer sous silence les plus considérables de celles du comité de législation, qui figurent seulement dans les tableaux des travaux du Conseil d'Etat, et dont le caractère spécial exige une mention particulière; je veux parler des demandes en autorisation de plaider formées par les communes, et des autorisations de poursuites contre les fonctionnaires publics.

Les pourvois formés contre des arrêtés de conseil de préfecture qui refusaient à des communes l'autorisation de plaider ont été au nombre de trente-cinq en 1840, trente en 1841, vingt-cinq en 1842, trente-deux en 1843, et vingt-cinq en 1844. Ils avaient été un peu moins nombreux dans la période quinquennale précédente. L'augmentation de nombre tient en partie au droit conféré à des habitants de la commune de se pourvoir à sa place pour soutenir les procès qui la concernent. Plus de la moitié de ces pourvois ont été rejetés. Ce n'est pas que le Conseil d'Etat empêche jamais un droit, non pas constaté, mais même apparent, de se défendre; mais il a soin d'arrêter tous les procès qui entraîneraient les communes dans des frais inutiles et souvent ruineux. Le petit nombre de ces pourvois, comparé à celui des communes, prouve que les conseils de préfecture, auxquels il appartient en premier ressort de statuer sur ces sortes de demandes, exercent ce pouvoir avec sagesse et modération, et l'on ne saurait contester l'utilité de l'intervention de l'administration dans ces sortes d'affaires. Il serait déplorable que les finances des communes fussent exposées à toutes les imprudences de l'esprit de chicane.

On a souvent contesté le droit attribué au gouvernement d'empêcher qu'aucun fonctionnaire soit traduit devant les Tribunaux sans son autorisation. Ce droit est une garantie nécessaire du principe de la séparation des pouvoirs. S'il était aboli, l'autorité judiciaire pourrait chaque jour intervenir dans les actes de l'autorité administrative, et arrêter sa marche. L'application que reçoit cette mesure constitutionnelle prouve avec quelle sage réserve en use le Gouvernement. Le nombre des demandes en autorisation de poursuites criminelles a été seulement de 72 en 1840, 76 en 1841, 86 en 1842, 63 en 1843, et 66 en 1844. Les faits énoncés dans les plaintes sont souvent très graves, mais on se tromperait si l'on s'arrêtait à ces énonciations, qui sont presque toujours modifiées, atténuées ou détruites par l'instruction. C'est surtout contre des maires que ces demandes étaient dirigées : 59 ont été attaquées en 1840, 58 en 1841, 44 en 1842, 54 en 1843, et 40 en 1844; c'est plus de la moitié du chiffre total des fonctionnaires incriminés. J'ai fait rechercher, pour les agents à l'égard desquels l'autorisation avait été accordée, quelles avaient été les décisions rendues par les Tribunaux. Il résulte des documents joints aux tableaux que ceux qui ont été acquittés sont les plus nombreux. Le Gouvernement ne cherche donc à assurer l'impunité d'aucun coupable; il s'attache seulement à préserver ses agents des violences de l'esprit de parti, des inimitiés privées, des tracasseries injustes. Il manœuvrait à son devoir en se proposant un autre but; il jetterait le découragement dans les rangs de ses agents, il empêcherait les hommes les plus honorables d'accepter des fonctions qui, gratuites pour la plupart, ne leur laisseraient plus une heure de sécurité.

Pour terminer cet exposé, je n'ai plus à entretenir Votre Majesté que des affaires qui forment la seconde des deux catégories d'attributions dévolues au Conseil d'Etat. Elles sont divisées elles-mêmes en quatre sections : 1° les conflits; 2° les prises maritimes; 3° les affaires déferées au Conseil d'Etat pour incompétence, excès de pouvoir, ou violation de la loi; 4° enfin les affaires contentieuses qui lui sont déferées en la forme et au fond.

Les conflits sont encore une des garanties de la séparation des pouvoirs. Quand l'autorité judiciaire est saisie d'une question de la compétence administrative, il est nécessaire que le Gouvernement puisse la revendiquer. L'ordonnance du 1er juin 1828 a établi à cet égard des règles qui sont observées religieusement, et qui ont mis un terme aux réclamations que des mesures moins protectrices avaient soulevées auparavant. 40 conflits ont été élevés en 1840, 51 en 1841, 46 en 1842, 36 en 1843, et 54 en 1844, la plupart dans des questions de travaux publics ou de cours d'eau, questions dans lesquelles les limites respectives des deux autorités peuvent aisément être confondues, et où il importe beaucoup de prévenir des empiétements qui entraveraient des opérations importantes ou compromettraient les droits du domaine public.

De nombreuses prises maritimes faites dans les eaux de la Plata ont été soumises au Conseil d'Etat en 1843 et 1844 : ces sortes d'affaires sont purement accidentelles, et ne se présentent devant la juridiction administrative qu'à de rares intervalles. Il y en a eu 71 dans les trois dernières années; 1840 et 1841 n'en avaient donné aucune; une seule avait été jugée dans la période de 1835 à 1840.

48 pourvois ont été formés, pour incompétence ou excès de pouvoir, contre des juridictions administratives statuant en dernier ressort. 45 étaient dirigés contre des décisions de jurys de révision de la garde nationale, 3 contre des arrêtés de la Cour des comptes, et 2 contre des décisions de Conseils de révision en matière de recrutement. Dans ces occasions, le Conseil d'Etat exerce des pouvoirs analogues à ceux de la Cour de cassation; il n'est pas appelé à prononcer sur le fond.

Les affaires contentieuses qui lui ont été déferées en la forme et au fond, de 1840 à 1845, sont au nombre de 5,001, environ 600 de plus que dans la période quinquennale précédente. Cette augmentation s'est produite d'abord dans les affaires de contributions, pour lesquelles les intérêts des contribuables se trouvent sans frais et sans ministère d'avocats. Le

seules questions de patentes se sont élevées de 97, nombre de la période de 1850 à 1853, et de 454, nombre 1835 à 1840, à 888. Les contestations sur les élections départementales et municipales, qui jouissent de mêmes exemptions, ont aussi suivi une progression continuellement ascendante : il y en avait eu 65 dans la première période, 269 dans la seconde; la troisième en présente 556. Enfin il en a été de même pour les contraventions de voirie, qui de 21 et 136 se sont élevées à plus de 700. 102 affaires seulement relatives à des marchés de travaux publics ont été engagées; résultat remarquable en présence de tant d'entreprises immenses et qui signale heureusement l'esprit de justice et de conciliation de l'administration. Les questions de majorat ont entièrement disparu. Celles de domaines nationaux sont moins nombreuses dans chaque période successive. 71 contestations relatives à des fournitures ont été vidées : ces sortes de contestations formaient une autre époque la principale occupation de la juridiction contentieuse. C'est ainsi que ses attributions, essentiellement variables, se modifient sans cesse, et suivent les vicissitudes des affaires publiques, de l'esprit et du caractère de chaque époque.

C'est dans le compte des travaux du Conseil d'Etat qu'il faut étudier et suivre les résultats divers dont j'ai eu l'honneur d'entretenir Votre Majesté. Je me borne à ces indications générales, et je me félicite de trouver cette nouvelle occasion de signaler l'importance et l'utilité de l'institution du Conseil d'Etat, institution que des pays voisins nous envient, que d'autres nous ont empruntée, et qui, je l'espère, va recevoir de la loi une nouvelle et solennelle consécration.

JUSTICE CIVILE

COUR DE CASSATION (chambre des requêtes).

Présidence de M. Zangiacomì.

Bulletin du 24 mars.

COUR ROYALE. — RENVOI APRÈS CASSATION. — COMPÉTENCE. — AUDIENCE SOLENNELLE. — COLLOCATION. — CRÉANCE ÉVENTUELLE. — CONSIGNATION. — CHOSE JUGÉE.

I. Une Cour royale qui a statué sur un procès, par suite de renvoi après cassation, est encore compétente, comme Cour de renvoi, pour prononcer sur l'appel d'un jugement rendu en exécution et comme conséquence de l'arrêt cassé. Dès lors son nouvel arrêt doit être rendu en audience solennelle.

II. Le créancier à qui deux bordereaux de collocation ont été délivrés sur un tiers-acquéreur, l'un pour des arrérages de provision, l'autre pour la créance capitale reconnue en principe, mais subordonnée à une liquidation, ne peut pas plus exiger sa collocation immédiate pour la première que pour la seconde, si l'arrêt qui a ordonné la liquidation n'a fait aucune distinction entre elles.

III. Le tiers-acquéreur chargé de payer les bordereaux de collocation, et qu'un précédent arrêt a autorisé, et non pas obligé à consigner, ne peut pas être contraint à opérer cette consignation, en vertu de la chose précédemment jugée. On ne saurait convertir contre lui une faculté en obligation, alors surtout qu'il est déclaré en fait qu'il y a danger à laisser dans les mains de l'acquéreur le prix de son adjudication.

Ainsi jugé, au rapport de M. le conseiller Bayeux, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Chégaray; plaidant, M. Miegemolle (rejet du pourvoi du sieur Constant contre un arrêt de la Cour royale de Limoges, rendu au profit du sieur Bouterige).

ACTE AUTHENTIQUE. — TÉMOIN INSTRUMENTAIRE. — DOMESTIQUE A GAGES.

Un valet de labour a pu être considéré, d'après les usages particuliers de la localité, comme n'étant point compris dans la classe des domestiques à gages particulièrement attachés à la personne. Il a pu, par conséquent, être appelé comme témoin instrumentaire dans un acte authentique.

Ainsi jugé, au rapport de M. le conseiller Lebeau, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Chégaray. Plaid., M. Bécharde. (Rejet du pourvoi du sieur Prévot.)

SÉDUCTION. — PROMESSE DE MARIAGE. — INEXÉCUTION. — DOMMAGES ET INTÉRÊTS.

En supposant que l'action en dommages et intérêts formée par la mère d'un enfant né hors mariage, contre celui qu'elle indiquerait comme l'auteur de sa grossesse, et pour le fait de cette grossesse, ne soit pas recevable à raison de l'interdiction de la recherche de la paternité (la jurisprudence s'est en effet prononcée pour la négative), il n'en est pas de même lorsqu'une action est fondée sur l'inexécution d'une promesse de mariage, et sur le préjudice qui en est résulté pour la mère de l'enfant. Celui-ci n'est pour rien dans cette action, qui ne peut ni lui nuire ni lui profiter. La reconnaissance de paternité n'est pour rien dans une telle poursuite; c'est seulement la réparation d'un tort qui est demandée par la personne qui souffre de la non-réalisation du mariage qui lui avait été promis.

Ainsi jugé, au rapport de M. le conseiller Hardouin, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Chégaray; plaidant, M. Decamps. (Rejet du pourvoi du sieur Labia.)

COMPARUTION DES PARTIES. — COMPARUTION DE TIERS. — ENQUÊTES.

Une Cour royale peut-elle, en ordonnant la comparution personnelle des parties en cause, ordonner en même temps celle de tiers qui ont été présents aux actes sur lesquels elle a besoin d'éclaircissements avant de statuer définitivement? Résolu affirmativement par la Cour royale de Bordeaux.

Pourvoi, pour violation des principes sur les enquêtes, et notamment de l'article 119 du Code de procédure, qui n'autorise le juge à ordonner que la comparution des parties en cause. Quant aux tiers, disait-on, ils ne peuvent être entendus que comme témoins, et dans la forme prescrite par la loi pour les enquêtes.

Le pourvoi invoquait un arrêt de la Cour royale de Poitiers du 18 janvier 1831, et l'opinion des auteurs (Berruy Saint-Prix, p. 412, n° 5; Thomine des Mazures, tome 1er, p. 328-329).

Admission, au rapport de M. le conseiller Troplong, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Chégaray; plaidant, M. Garnier.

DONATION CONTRACTUELLE. — RÉDUCTION.

Admission aussi du pourvoi du sieur Cassaigne, contre un arrêt de la Cour royale d'Agen, du 2 février 1844, rendu au profit du sieur Devaux. L'un des reproches que le demandeur adressait à cet arrêt était fondé sur la violation des articles 921, 925 et 1094 du Code civil, en ce que le sieur Cassaigne, donataire de sa femme par contrat de mariage, aurait été privé d'une partie de l'effet de sa donation dans l'intérêt d'un légataire.

Cette admission a été prononcée au rapport de M. le conseiller Troplong, et sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Chégaray; plaidant, M. Miegemolle.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambres réunies).

Présidence de M. le premier président Portalis.

Audience solennelle du 25 mars.

QUESTION DU DUEL.

On sait que les Cours de Paris et d'Orléans, appelées à juger de nouveau la question de savoir si l'homicide ou les blessures commises dans un duel tombent ou non sous l'application de la loi pénale, l'ont résolue négativement. Cette solution, contraire à la jurisprudence de la Cour de cassation, est intervenue au sujet d'un duel dans lequel le jeune Servient, élève de l'École polytechnique, a eu le malheur de blesser à mort son adversaire. La Cour de cassation se trouvait aujourd'hui saisie de l'affaire en audience solennelle, sur le pourvoi de M. le procureur-général près la Cour d'Orléans. La promptitude avec laquelle, immédiatement après la plaidoirie et le réquisitoire, elle a rendu son arrêt, est la preuve démonstrative qu'elle n'est nullement disposée à abandonner sa jurisprudence.

Après le rapport présenté par M. le conseiller Bérenger

M. Ledru-Rollin a pris la parole, et résumé, dans une discussion rapide, les divers arguments sur lesquels peut s'appuyer la thèse consacrée par la Cour royale d'Orléans. L'avocat a fait remarquer qu'avant 1791 il existait des lois générales contre le duel, et qu'au contraire le Code pénal de 1791 s'est retranché à cet égard dans un silence complet; et cependant les législateurs de cette époque devaient avoir les yeux ouverts en présence de tant de duels que chaque jour amenait avec lui. En vain prétendrait-on s'appuyer sur les paroles prononcées par M. Lanjuinais lors de la discussion du Code de 1791, pour établir que l'intention du législateur avait été de comprendre le duel sous la dénomination générale d'homicide. Ces paroles ne sauraient assurément avoir cette signification, ainsi qu'on peut s'en convaincre par celles qu'il prononçait à la séance du 27 avril 1791.

Il s'agissait alors d'organiser les gardes nationales, et l'on considérait si peu le duel comme rentrant dans le droit commun, qu'on avait proposé d'insérer dans la loi d'organisation « des articles qui arrêtaient la fureur des duels; » car il se traitait du plus grand danger, disait M. Lanjuinais, qu'elle vint à se propager parmi les troupes citoyennes; jusqu'ici le duel a échappé à toutes les lois; il faudrait en porter qui attaquassent le mal dans sa racine. Je demanderais donc que celui qui se serait rendu l'assassin de son frère ne pût être inscrit sur la liste des gardes nationales, que les armes du duel fussent suspendues à un poteau infamant, avec cette sentence que Dieu dit au père des meurtriers : « La terre qui a bu le sang de ton frère cria vengeance contre toi ! » La couronne civique sera brisée devant lui; ainsi il deviendra en horreur à ses concitoyens, et bientôt il se verra obligé de dire : « Ma peine est si grande que je ne puis plus la supporter. »

Ainsi il faut tenir pour constant que le duel n'est pas compris dans le Code pénal de 1791. Même silence de la part des législateurs de l'an IV. Le Code pénal de 1810 a-t-il enfin parlé? Quelle est la disposition spéciale, précise, qui s'occupe du duel? Il n'en existe aucune, et le Code pénal de 1832 n'en renferme pas davantage. S'il était vrai que le duel eût dû être considéré comme un crime de droit commun, comprendrait-on la proposition faite en 1818, par M. Clauzel de Coussergues, devant la Chambre des députés, pour arriver à la répression du duel; le rapport de M. Pasquier et celui de M. Portalis, rapports dans lesquels perçait évidemment l'opinion que la législation est muette, et qu'il faut aviser? Comprendrait-on surtout la jurisprudence de la Cour suprême, qui pendant quinze ans a refusé de faire plier le duel sous la qualification légale réservée à l'homicide?

Il est vrai que la Cour a cru devoir modifier sa jurisprudence, que ce changement d'opinion s'appuie sur les motifs les plus respectables! Mais aucune loi nouvelle ne semblait l'autoriser; et si l'on se rend compte des résultats, la Cour a-t-elle eu à s'applaudir de cette détermination? Les duels ont été moins nombreux, moins sanglants? Hélas! non. Ce qui en est résulté, c'est que les jurés ont refusé d'appliquer la jurisprudence, pensant sans doute que cette jurisprudence allait contre les mœurs! A cette persistance du jury, la justice a-t-elle eu beaucoup à gagner?

Veillez y réfléchir de nouveau, Messieurs, dit en terminant M. Ledru-Rollin, et je m'estimerai heureux de rallier quelques voix à la thèse que je défends, car cela me prouverait qu'avec le temps, et tôt ou tard, la Cour rentrerait dans le vrai.

M. Dupin, procureur-général, prend la parole en ces termes :

Il est déplorable d'avoir toujours à revenir sur les mêmes doctrines; mais la justice est patiente, et l'un de ses principaux caractères est également d'être constante; la Cour persistera dans sa jurisprudence, et j'espère assez du bon sens public et de la sagesse des Cours royales pour penser que cette jurisprudence sera enfin universellement adoptée. Je n'ai pas l'intention de revenir avec détail sur la question, et je ne présenterai que quelques observations par égard pour la défense et pour les magistrats de bonne foi qui pourraient encore conserver quelques doutes.

M. le procureur-général rappelle qu'en 1791 il y a eu non seulement un changement de législation, mais une révolution; qu'un des caractères de cette révolution a été d'abolir les privilèges, quels qu'ils fussent, même ceux qui avaient pu se glisser jusque dans le crime « entre la corde et la hache. » Qu'en conséquence le duel qui, suivant les individus auxquels il était imputable, pouvait entraîner dans l'ancienne législation des conséquences différentes, était rentré sous le droit commun.

Le Code pénal de 1810 a été conçu dans le même esprit que le Code de 1791 : c'est ce que démontrent jusqu'à l'évidence les paroles de M. Moseignat, auxquelles il faut bien revenir quand on cherche l'interprétation du prétendu silence de la loi, et celle de M. Treillard : « Nous n'avons pas voulu faire au duel l'honneur de le nommer. » De ces paroles il résulte jusqu'à l'évidence que le duel tombe, comme homicide, sous l'application des lois pénales qui répriment ce genre de crime, et qu'ainsi il n'y a pas eu omission dans la loi, puisque la loi, après avoir prévu le genre, n'avait pas à en prévoir spécialement et isolément toutes les variétés.

C'est sur ces considérations que la conviction de la Cour s'est formée; il est vrai qu'antérieurement la Cour a vécu et jugé sous l'empire d'une erreur générale à laquelle pouvait ne pas être étranger, dans les idées d'alors, le souvenir du duel auquel avaient pris part deux princes du sang; mais depuis, la Cour s'est livrée à un nouvel examen, et elle n'a pas balancé à adopter solennellement et avec réitération une thèse plus conforme aux vrais principes. Quelques Cours royales résistent encore, et il faut savoir respecter leur indépendance; mais au-dessus de leurs décisions s'élèvent la loi et la vérité.

M. le procureur-général discute les motifs de l'arrêt de la Cour d'Orléans, et s'étonne qu'après avoir imprimé au duel les qualifications les plus sévères, cette Cour soit arrivée à conclure qu'il n'était pas punissable. Il s'étonne surtout de ce que la Cour d'Orléans a fondé l'impunité du duel sur les circonstances dans lesquelles se produit cet acte criminel, et sur la prétendue convention qui aurait présidé à sa perpétration. Il est immoral et irréligieux, dit M. le procureur-général, de supposer que la vie que nous tenons du Créateur puisse tomber en convention; c'est là le renversement de la religion, de l'ordre social, et une pareille interprétation de la loi serait de nature à flétrir le législateur.

On parle beaucoup des acquittements du jury : si le jury acquitte, à lui sa responsabilité; mais cela ne saurait empêcher les magistrats de faire leur devoir. Et quand on pense que, d'ordinaire, les duels ont pour cause les motifs les plus futiles; quand on pense que, il y a peu de jours encore, un homme, avant d'aller courir les chances d'un duel, consignait sur le papier ses dernières volontés et écrivait ces mots : « Au moment d'aller me battre pour la cause la plus futile et la plus absurde, » est-ce bien dans un pareil moment, et sous l'influence de pareils résultats, qu'on ose demander une sorte de révision solennelle de vos arrêts?

Je le répète, dit en terminant M. le procureur-général, la Cour est dans la vérité, et elle doit y persister.

Immédiatement après ce réquisitoire, M. le premier président consulte du regard MM. les conseillers, et, sans autre délibération, prononce un arrêt fort énergiquement motivé qui casse la décision de la Cour royale d'Orléans.

Nous en reproduisons le texte.

VOL. — CO-AUTEUR. — GENDRE DE LA VICTIME.

Le co-auteur d'un vol ne doit pas profiter de l'impunité établie par l'art. 580 du Code pénal, par cela seul que parmi les co-auteurs se trouve le gendre de la victime.

Cette décision importante est conforme à un précédent arrêté de la chambre criminelle, rendu dans la même affaire, le 12 avril 1844. Elle a été provoquée par le pourvoi dirigé dans l'intérêt de la loi par M. le procureur-général près la Cour de cassation, contre un arrêt de la Cour d'assises des Bouches-du-Rhône, du 24 août 1844 (affaire Franchi). C'était par la première fois que les chambres réunies de la Cour de cassation se trouvaient saisies d'un pourvoi dans l'intérêt de la loi.

Nous donnerons le texte de l'arrêt intervenu aujourd'hui, au rapport de M. Mesnard, et sur les conclusions conformes de M. le procureur-général Dupin.

D. Vous auriez-vous engagé à commettre ce crime? — R. Oui.

D. Qui vous y aurait engagé? — R. M. Dupré, de Montreuil-sur-Mer.

D. Pourquoi n'avez-vous pas accusé M. Dupré plus tôt?

Elle ne répond pas.

D. Avant d'accuser M. Dupré, n'avez-vous pas accusé d'autres personnes?

Pas de réponse.

D. Quand et où M. Dupré vous a-t-il conseillée?

L'accusée garde encore le silence et pleure.

Duhamel : Le 24 octobre 1844, on a mis le feu à ma grange, qui a été consumée; il pouvait être huit heures du matin. Je ne sais pas à qui je dois attribuer cet acte de malveillance.

M. le président : Accusée, êtes-vous l'auteur de cet incendie? — R. Non.

D. Qui donc en serait l'auteur, si ce n'est vous? — R. Je ne sais pas.

Gaignard : Le 30 octobre 1844, après midi, vers midi, le feu a été mis à mon habitation qui a brûlé, ainsi que les habitations voisines de l'incendie a bientôt gagnées.

D. Soupçonnez-vous l'auteur de ce crime? — R. Non, et je ne crois pas, sans vouloir la disculper cependant, que ce soit Albertine Féron, car elle était absente depuis trois heures quand le feu a pris au pignon.

D. Mais si elle avait eu ce feu, elle n'aurait pas brûlé? — R. Alors il n'y aurait plus de doute. C'était une petite fille très intelligente, bien capable. Nous étions très contents d'elle, et ma femme se plaisait à dire : « Albertine va comme une petite dame. »

M. le président : Albertine, avouez-vous être l'auteur de cet incendie? — R. Oui.

D. Comment avez-vous mis le feu? — R. Avec des allumettes chimiques.

D. Comment aviez-vous eu ces allumettes? — R. C'est M. Dupré qui m'avait donné une boîte de ces allumettes.

D. Vous inculpez M. Dupré : le connaissez-vous bien?

Est-il grand? — R. Il n'est pas grand.

D. Est-il gros? — R. Il est moyen.

D. Quel est son âge à peu près? — R. Il n'a pas cinquante ans.

D. A-t-il des cheveux blancs? — R. Non, ils sont noirs.

D. L'avez-vous vu souvent? — R. Je ne l'ai vu qu'une fois.

D. Où? — R. Sur la route d'Hucqueliers.

D. Quand? — R. Un vendredi, vers neuf heures du matin; c'était après l'incendie qui a éclaté chez Baurain.

D. Qui vous a dit qu'il se nommait Dupré? — R. Eléonore et Françoise Joly.

D. Vous avez dit dans l'instruction que ces deux filles vous avaient donné deux pièces jaunes pour vous engager à mettre le feu chez Baurain, en vous assurant que M. Dupré vous donnerait encore de l'argent. Est-ce vrai? — R. Oui.

D. Vous avez ajouté que ces pièces étaient dans votre coffre; on les y a cherchées, et on ne les a pas trouvées. D'ailleurs les filles Joly sont pauvres, et n'ont jamais eu de l'argent dans les mains; vous mentiez donc?

L'accusée ne répond pas.

M. le président : Vous avez fait preuve d'une bien grande perversité, car ces pauvres filles ont été arrêtées et longtemps détenues sur votre dénonciation.

Duhamel fils : Le 4 novembre 1844, le feu a été mis à mon habitation, qu'il a dévorée, ainsi que tous les bâtiments adjacents. J'ignore le motif qui a déterminé Albertine à m'incendier.

M. le président : Albertine, vous avouez encore avoir mis le feu chez le témoin? — R. Oui.

D. Mais cet homme ne vous connaissait pas; pourquoi le brûler?

Pas de réponse.

D. Vous êtes donc méchante? — R. Non.

D. Mais qui vous a déterminée à cette mauvaise action? — R. Je l'ai fait par conseil.

D. De qui? — R. De M. Dupré.

D. En vous donnant ce conseil, M. Dupré vous a-t-il donné quelque argent? — R. Oui, une pièce de cent sous.

D. Mais vous n'aviez pas encore vu M. Dupré quand vous avez mis le feu chez M. Baurain? — R. Non, c'est Eléonore et sa sœur Françoise Joly qui m'ont engagée à mettre le feu, en m'assurant que M. Dupré viendrait me donner de l'argent.

D. Je vous fais remarquer qu'avant de parler ainsi, dans l'instruction, vous disiez que c'étaient ces mêmes filles Joly qui avaient brûlé Baurain; aujourd'hui ce serait vous; pourquoi cette tergiversation?

L'accusée ne répond pas.

L'huissier, à ce moment, amène aux pieds de la Cour un monsieur vêtu en noir.

M. le président, à Albertine, en lui montrant cette personne : Est-ce M. Dupré? — R. Oui, c'est lui.

D. En êtes-vous bien sûre? — R. Oui.

D. Regardez-le bien, et dites la vérité. — R. Oui, c'est M. Dupré.

M. le président : Vous êtes une malheureuse!... Cet homme est M. Victor Lecoustre, commis-greffier de M. le juge d'instruction de ce Tribunal. Vous avez accusé M. Dupré sans même le connaître! Tout-à-l'heure M. Dupré paraît comme témoin, et Messieurs les jurés verront qu'il n'y a pas la moindre ressemblance entre lui et le commis-greffier.

M. le procureur du Roi : Nous devons dire à Messieurs les jurés que M. Dupré a été pendant dix ans adjoint au maire de Montreuil, et qu'il jouit d'une excellente réputation.

Wallois : Le 7 novembre 1844 le feu a été mis à l'un des bâtiments de mon habitation, qui a brûlé. Je ne connais pas Albertine Féron et ne sais pourquoi elle m'a incendié.

M. le président : Accusée, vous avouez aussi cet incendie? — R. Oui.

D. Pourquoi l'avez-vous fait?

Pas de réponse.

Jean-Marie Poulain : Le 11 novembre 1844, vers sept heures du matin, le feu a été mis à ma grange, qui a été consumée avec toutes les récoltes qu'elle renfermait. Je ne sais pourquoi j'ai été victime de cet acte de méchanceté, à moins que se ne soit parce que j'avais eu l'obligeance de recevoir depuis quelques jours dans mes étables les vaches de l'un de mes voisins dont la ferme venait d'être brûlée.

Constant Poulain : Voici comment les soupçons sont tombés sur Albertine, et comment elle a été arrêtée après les incendies, qui ont cessé du jour où elle a été détenue : Le 41 novembre 1844, je me trouvais chez Gaignard, mon beau-père. Ma belle-mère, en ma présence, reprochait à Albertine Féron de lui avoir volé deux mouchoirs. Ces reproches fâchèrent Albertine, qui s'écria : « Eh bien ! vous avez eu du feu, vous en aurez encore. — Vous savez donc qui a mis le feu? — Quand je le saurais, je ne vous le dirais pas. — Mais je vais vous faire arrêter. — Je n'ai pas peur, car il n'y a pas de témoins. »

M. le président : Albertine, cela est-il vrai? — R. Non, et je n'ai pas volé deux mouchoirs.

Le témoin : On a vu les deux mouchoirs tomber de dessous elle : c'est bien la preuve qu'elle les avait pris. Albertine ne dit rien.

Un genarme de la résidence d'Hucqueliers : J'ai arrêté Albertine Féron. Chargé de la garder, elle me dit : « Si vous me laissez seule, demain vous ne trouverez plus qu'un cadavre. » L'ayant déposée provisoirement dans une place de la caserne, je l'y ai fait surveiller. On l'a entendue par trois fois différentes s'écrier : « Ah ! mon Dieu ! quel malheur d'avoir fait une chose pareille ! » Le lendemain, je la trouvai évanouie. Je la fis porter dans ma chambre, auprès du feu, pour la soigner. Quand elle fut revenue à elle, ses deux sœurs, qui étaient venues la visiter et l'assister, la pressèrent de dire la vérité. Elle leur avoua enfin que pour mettre le feu elle était avec Eléonore Joly et une autre fille dont elle ignorait le nom. On lui demanda pourquoi elle n'avait pas fait cet aveu plus tôt. « Parce que, répondit-elle, Eléonore avait menacé d'aller brûler la maison de mon père si je parlais. » Elle ajouta qu'Eléonore avait dit encore : « Si l'on nous accuse, nous dirons ensemble que c'est M. Lefebvre, notaire, qui nous a excités à mettre le feu. » Alors Albertine ne parla pas de M. Dupré.

M. le président : Accusée, vous avez donc menti? — R. Oui.

D. Est-ce que vous vouliez vous tuer? — R. Non.

D. Pourquoi disiez-vous que si on vous laissait seule on ne trouverait plus qu'un cadavre?

Pas de réponse.

D. Etiez-vous fâchée d'avoir mis le feu? — R. Oui.

D. Etiez-vous seule à tous les incendies? — R. Oui.

M. le président : Et cependant vous n'avez pas craint d'accuser et de compromettre d'honnêtes filles qui ont été détenues pendant deux mois, et qui n'osaient plus rentrer dans leur commune ! Et aujourd'hui vous accusez M. Dupré que vous prétendez reconnaître dans la personne du commis-greffier !

Eléonore et Françoise Joly viennent déposer qu'elles n'ont jamais vu M. Dupré : qu'elles n'ont rien reçu de lui; qu'elles n'avaient aucun rapport avec l'accusée; qu'elles ne la connaissaient pas.

Mouffier, gardien-chef de la prison criminelle de St-Omer : J'étais gardien de la maison de justice de Montreuil quand l'accusée y fut amenée. Elle y eut de fréquentes crises nerveuses : c'étaient des évanouissements continuels. Ils avaient lieu surtout après qu'elle avait été à l'interrogatoire devant M. le juge d'instruction. Plusieurs fois nous la vîmes couverte de sang, et comme elle n'avait aucune blessure, nous ne pouvions imaginer d'où ce sang provenait. Quand nous l'interrogeions à cet égard, elle gardait le silence. J'exerçai alors sur elle une très active surveillance, et nous remarquâmes que, lorsqu'elle était seule dans sa cellule, elle introduisait ses doigts dans ses narines pour provoquer et forcer un saignement, au moyen duquel elle se tacha.

M. Prince, docteur en médecine : J'ai été chargé, avec M. Ervard, docteur en médecine, de visiter dans la maison de justice de cette ville la fille Albertine Féron. Nous l'y avons vue souvent, à tout instant de la journée. Nous avons beaucoup causé avec elle, l'avons bien examinée, et nous nous sommes convaincus qu'elle jouit de l'intégrité de ses facultés intellectuelles.

M. Martel, conseil de l'accusée : MM. les médecins se sont-ils assurés si Albertine était ou non nubile?

Le témoin : Notre attention ne s'est pas portée sur ce point.

M. Martel : Ce point avait pourtant son importance. N'arrive-t-il pas que la crise de la puberté, lorsqu'elle est contrariée et ne se fait pas d'une manière régulière, produit une foule de désordres d'où résultent des dispositions extraordinaires de l'esprit, des affections ou des penchants bizarres?

Le témoin : Oui, cela peut être.

M. Dupré, négociant, agent de la compagnie d'assurances contre l'incendie le Soleil : Je ne connais pas l'accusée, je ne l'ai jamais vue. Je n'ai été qu'une fois à Hucqueliers. Je ne puis deviner le motif qui porte Albertine à m'accuser aussi méchamment.

M. le président : Albertine, regardez M. Dupré, et dites-nous si vous le reconnaissez.

Albertine tient les yeux baissés, et l'on ne peut parvenir à la déterminer à regarder M. Dupré.

M. le procureur du Roi Prévoist a soutenu l'accusation.

M. Martel a présenté la défense d'Albertine Féron, et en présence des aveux de cette jeune fille, il s'est demandé s'il était bien établi et démontré qu'elle eût agi avec discernement.

Après le résumé de M. le président, le jury s'est retiré dans la chambre des délibérations. Il en est bientôt revenu avec un verdict de culpabilité, avec déclaration qu'Albertine Féron avait agi avec discernement, et qu'il y avait en sa faveur des circonstances atténuantes.

En conséquence, la Cour a condamné Albertine Féron à être détenue pendant dix ans dans une maison de correction.

Albertine Féron s'est retirée sans témoigner aucune émotion.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE REIMS.
(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)
Présidence de M. Laprairie.
Audience du 19 mars.

FESTIVAL DE REIMS. — CAVALCADE. — QUÊTE POUR LES PAUVRES. — FAUX QUÊTEUR. — ESCROQUERIE.

Aux termes d'une ordonnance de la chambre du conseil, Louis-Joseph Maquin, âgé de trente ans, journalier, demeurant à Reims, rue Saint-Jacques, 2, est renvoyé devant le Tribunal sous la prévention de s'être, le dimanche 9 mars, en prenant une fausse qualité, fait remettre une somme d'argent par plusieurs personnes, ce qui constitue le délit d'escroquerie prévu et puni par l'article 405 du Code pénal.

Le jour de la cavalcade, jour consacré à un grand acte de bienfaisance, et auquel ont participé avec le plus rare et le plus louable empressement tous les généreux habitants d'une cité toujours prête à répondre à la voix des malheureux et des indigents que renferme son sein, Maquin, vêtu d'un déguisement qu'il s'était procuré chez un costumier de la rue de l'Étape, à l'angle de cette rue et de celle de la Couture, se mêla aux acteurs de la cavalcade. Le prévenu, usurpant un titre qui ne lui appartenait pas, se permit de suivre le cortège, et, sans aucune autorisation des membres composant la société du Festival, de quêter, non pour les pauvres, comme on pouvait et devait le croire, mais pour lui personnellement, mettant ainsi en pratique la maxime : « Charité bien ordonnée, etc. » Notre homme, pour exécuter plus facilement, et surtout avec plus de sécurité son coupable projet, avait pris la précaution de se tenir à une certaine distance de la queue de la cavalcade, et choisissait de préférence les rues détournées pour solliciter l'aumône, le don sacré destiné à secourir le malheur, à soulager la plaie de l'indigence. Fort heureusement un œil vigilant, scrutateur, se trouvait là par hasard, et observait attentivement les faits et gestes du téméraire auteur du plus détestable, du plus honteux manège; l'extérieur, le maintien, la tournure équivoque de l'intrus avaient paru suspects. Un honorable négociant, M. Théodore H..., jugea qu'il était temps de

mettre fin à un tel excès de zèle, d'arrêter un jeu malfaisant et légalement répréhensible; il s'empressa donc de livrer le philanthrope de nouvelle espèce entre les mains de deux sergens de ville, les sieurs Lematte et Morlot.

Conduit devant M. le commissaire de police Labrière, de la division est, et sommé d'expliquer sa conduite, le faux quêteur ne sut d'abord que répondre; puis il balbutia quelques mots inintelligibles, et finit par garder un silence obstiné.

Interrogé plus tard, le prévenu convint qu'il ne faisait pas partie de la cavalcade, qu'il la suivait par derrière avec un costume de fantaisie qu'il avait loué 2 francs 50 centimes; il dit que son but était de s'amuser et de quêter; que la somme trouvée dans son cornet et saisie sur lui s'élevait à trois francs seulement. Il ajouta que, si on ne l'eût pas arrêté, l'idée de rendre aux véritables quêteurs l'argent par lui reçu lui serait peut-être venue.

Maquin travaille habituellement chez un cultivateur de cette ville, M. Hacquet, rue des Capucins, 20. Il n'a jamais été l'objet de poursuites judiciaires. Son maître n'a eu jusqu'à ce jour aucun reproche à lui faire, soit sous le rapport de son service, soit sous celui de la probité. Bref, les antécédents du prévenu sont des meilleurs, des plus satisfaisants.

Dans ces circonstances, on s'explique l'extrême indulgence dont les magistrats ont cru devoir user envers un homme dont l'action odieuse, celle d'avoir tenté de voler les pauvres, était de nature assurément à appeler sur lui toute la sévérité de la justice.

Par application de l'art. 405, modifié par les dispositions législatives de l'art. 463, le Tribunal a condamné Maquin, dont le repentir a paru sincère, à huit jours d'emprisonnement.

PROJET DE LOI SUR LES JUGES DE PAIX.

Le projet de loi relatif au traitement des juges de paix renferme, ainsi que nous l'avons dit, une disposition transitoire qui alloue aux juges de paix actuels, pendant tout le temps de leur exercice, une indemnité annuelle qui leur sera payée indépendamment du traitement fixe. Cette indemnité est fixée à 500 francs pour les juges de paix compris dans l'état A annexé au projet, et à 1,000 francs pour ceux compris dans l'état B.

Voici ces deux états :

ÉTAT A.	
DÉPARTEMENTS.	CANTONS.
Aisne	Château-Thierry.
Aube	Chaource.
Calvados	Caen (ouest).
Doubs	Besançon (sud).
Eure	Bernay.
Eure-et-Loir.	Andé.
Gironde.	Bordeaux (3 ^e canton).
Gironde.	Castellan.
Ille-et-Vilaine	Rennes (4 ^e canton).
Indre-et-Loire	Tours (sud).
Loiret	Orléans (1 ^{er} canton).
Maine-et-Loire	Les Ponts de Cé.
Meurthe	Nomeny.
Meuse	Vigneulles.
Oise	Saint-Just.
Oise	Noyon.
Pas-de-Calais.	Boulogne.
Bas-Rhin	Barr.
Rhône	Saint-Genis Laval.
Rhône	Lyon (6 ^e canton).
Haute-Saône	Vesoul.
Seine-Inférieure	Darnetai.
Seine-Inférieure	Rouen (3 ^e canton).
Seine-et-Oise	Corbeil.
Somme	Rosières.
Somme	Roye.
Yosges	Saint-Dié.
Yosges	Remiremont.
Yonne	Fligny.
Yonne	Sens (sud).
Yonne	Vileneuve l'Archevêque.
ÉTAT B.	
Bouches-du-Rhône	Ma seille (2 ^e canton).
Bouches-du-Rhône	Marseille (5 ^e canton).
Indre-et-Loire	Tours (centre).
Meurthe	Colombey.
Nièvre	Nevers.
Rhône	La Guillotière.
Rhône	Lyon (1 ^{er} canton).
Rhône	Lyon (2 ^e canton).
Rhône	Lyon (3 ^e canton).
Rhône	Lyon (4 ^e canton).
Seine	Nautilly.
Seine	Pantilly.
Seine-Inférieure	Le Havre.
Seine-Inférieure	Rouen (1 ^{er} canton).
Seine-et-Oise	Saint-Germain-en-Laye.
Seine-et-Oise	Sèvres.
Seine-et-Oise	Versailles (nord).
Seine-et-Oise	Versailles (sud).

CHRONIQUE

PARIS, 25 MARS.

M. Tournemine, greffier de la chambre civile de la Cour de cassation depuis plus de trente ans, est décédé hier à cinq heures du soir, après une très courte maladie. Il tenait encore la plume à l'audience de mercredi dernier, et rien ne faisait alors pressentir une fin aussi prochaine. C'est jeudi soir, dans son cabinet, au Palais-Justice, qu'il a été subitement frappé d'une attaque d'apoplexie, à la suite de laquelle il a été privé de l'usage de la parole. Il laissera d'honorables souvenirs à la Cour, où ses longs et utiles services étaient généralement appréciés.

Aujourd'hui, le Conseil des prud'hommes pour les métaux a tenu sa première audience de conciliation. Les parties dont les causes devaient être appelées ont seules été admises dans l'audience; il paraissait que MM. les prud'hommes se sont décidés à cette mesure dans l'espoir que l'auditoire étant moins nombreux, les conciliations seraient plus faciles. Cinq causes ont été entendues, sur lesquelles une a été remise au lendemain pour une vérification à faire; les quatre autres ont été conciliées.

La dernière affaire n'était pas de la compétence du bureau, qui n'a pu en connaître que du consentement exprès des parties intéressées, qui se sont soumises à son arbitrage. Il s'agissait d'usurpation de modèles, entre fabricants.

La place de la Concorde doit-elle continuer à s'appeler ainsi, ou doit-on lui restituer le nom de place Louis XV qu'elle a autrefois porté? Telle est la grave question qui s'agitait un jour après boire entre Jautin et Normand, tous deux ouvriers sur les ports. Entre gens pris de vin, les querelles s'éternisent, car rien n'est comparable à l'obstination de l'ivresse. Normand était pour le maintien du nom que porte aujourd'hui cette place; Jautin voulait revenir à l'ancienne dénomination. On sortit pour vider la question, quelques coups de poing furent échangés, et Jautin, qui eut la mâchoire brisée, succomba quelques jours après à l'hospice Necker, où il avait été transporté.

Normand comparait aujourd'hui devant le jury pour purger l'accusation portée contre lui. Ce jeune homme, vêtu d'une veste de drap avec des boutons de marine, paraît profondément affligé. Il se défend par son excellente tenue aux débats, et surtout par les antécédents ex-

ceptionnels qu'il peut invoquer, et qu'atteste un certificat du commissaire de police de son quartier.

Autrefois soldat d'artillerie, Normand, lors d'un incendie violent à Arras, mérita par sa belle conduite de recevoir son congé longtemps avant le terme fixé par son engagement. Revenu dans la vie civile, ce jeune homme a déjà sauvé la vie à neuf personnes qui s'étaient jetées ou qui étaient tombées dans la Seine. Tous les témoins, la femme même du malheureux Jautin, déposent de la douceur habituelle du caractère de Normand, et ils paraissent tous penser qu'il y a plutôt un malheur à déplorer qu'un crime à punir. Jautin, à son lit de mort, a pardonné à Normand le coup qu'il en a reçu : « Ce qui lui est arrivé pouvait m'arriver, et je pouvais être à sa place, et lui à la mienne. »

En présence de tous ces faits, M. l'avocat-général Jallon, sans abandonner précisément l'accusation, s'en est remis à la sagesse du jury, en profitant de cette occasion pour faire ressortir les conséquences fâcheuses qu'entraîne après elle la fréquentation des cabarets.

Le jury a déclaré l'accusé non coupable. Après l'ordonnance de mise en liberté prononcée par M. le président, le chef du jury fait remettre au greffier de la Cour le montant d'une collecte qui vient d'être faite et qui est destinée à la veuve Jautin.

Robin Fillion, condamné une première fois à six mois, et une seconde fois à un an de prison, pour vol et abus de confiance, n'a pas trouvé aussi mauvais qu'on le dit le régime de nos prisons. Indépendamment de ces deux condamnations qu'il a subies pour son compte et sous son nom, il a consenti, au mois de février 1844, à subir, pour le compte et sous le nom de Michelet, deux mois de prison que celui-ci, fruitier aux Batignolles, devait passer à Sainte-Pélagie, à raison d'un vol dont la 7^e chambre du Tribunal de la Seine l'aurait par erreur, selon lui, déclaré coupable.

La substitution s'opéra. Fillion fut présenté et reçu pour Michelet, et signa ce dernier nom sur le livre d'écrou de la prison. Il fit son temps, ou plutôt le temps de Michelet, et sortit au bout de deux mois.

Tout cela fut resté enseveli dans les mystères de Sainte-Pélagie, si Michelet n'avait eu quelques discussions avec son logeur, le sieur Sarra. Ce dernier, après l'avoir fait arrêter sous l'inculpation d'un vol de légumes, se désista de sa plainte. Mais Michelet, loin de lui savoir gré de cette condescendance, l'injurait toutes les fois qu'il passait devant sa porte, et suivant l'expression de Sarra aux débats, lui faisait des agonies.

Il ne faut donc pas s'étonner si ce témoin, à bout de patience, a révélé, dans la lettre suivante, la fraude dont Fillion et Michelet se sont rendus coupables et qui les amène aujourd'hui devant le jury.

Monsieur
Le commissaire, je suis chez vous pour vous faire une déclaration au sujet d'un nommé Michellet au sujet de settre fait remplace au prison pour un otre movet soge comme lui. Sa net pas bien difisille de le prouver : an anrant a Ste Pelagis lon pran le signalement et avec cela il suift de voir la vérité.

Vous savet que les ait eparnier une fois mais d'apre toute le sottise quil me fet je ne veu point leparnier sette fois isi. Lannette home ne peut pas etre avilli et le cocain eparnier. Je vous pri den fere, votre raport quar si je ne voit pas disparettr Michellet, mois même jan feret le mien à la justise.

Je vous sallu
SARRA.

Fillion s'excuse en disant qu'il n'a pas compris ce qu'il a fait. Un employé de Sainte-Pélagie, entendu aux débats, a, en effet, déclaré que Fillion est une grosse machine, un gros bêta ! qui, chargé de distribuer l'eau dans la prison, trouvait encore le moyen de commettre des balourdises dans l'accomplissement de ses fonctions.

Michelet prétend bien, lui aussi, qu'il n'avait pas la conscience de ce qui s'est fait; mais l'accusation lui fait observer qu'elle le considère à bon droit comme plus coupable que son complice. Aussi M. l'avocat-général Jallon s'est-il déstisté en ce qui concerne Fillion, et n'a-t-il le requi de condamnation qu'à l'égard de Michelet.

M. Hector Lecomte s'est borné à présenter de courtes observations en faveur de Fillion.

M. Touppillier a présenté la défense de l'accusé Michellet.

Le jury ayant répondu négativement à toutes les questions, les deux accusés ont été acquittés.

Piloux, brave maçon, originaire de la Creuse, qui tient de la girafe pour la taille, et du mouton pour le visage, a porté plainte en voies de fait contre Bernard Gendrin, compagnon charpentier.

Piloux se présente devant le Tribunal en costume de travail : on dirait un sac de plâtre qui se promène. Il arrive si précipitamment à l'appel de son nom qu'il fait voler autour de lui un nuage blanc intense, à ce point que, pendant quelques secondes, on ne se voit plus dans l'audience.

M. le président : Vous vous plaignez d'avoir été frappé par Gendrin? Dites-nous dans quelles circonstances.

Le plaignant : Dans le ... dos. (On rit.)

M. le président : Je vous demande pour quel motif le prévenu vous a frappé?

Le plaignant : Je buvais des petits canons au comptoir du père Robinet, quand tout d'un coup, v'lan ! il m'arrive un grandissime coup de pied où je vous ai dit.

M. le président : Et c'est Gendrin qui vous a porté ce coup de pied?

Le plaignant : Oh ! pour ça je n'en sais rien; je n'ai pas des yeux dans le dos.

M. le président : Mais vous avez porté plainte contre Gendrin?

Le plaignant : Je vas vous dire. Je me suis plaint aux camarades qu'étaient dans le cabaret, d'un pied qui était venu me frapper si fort que j'étais tombé en avant avec mon verre plein, même que mon verre s'est cassé et que j'ai eu toute la main coupée. Alors les camarades m'ont dit que le pied c'était Gendrin.

M. le président : Gendrin avait-il quelques raisons pour vous en vouloir?

Le plaignant : Je ne connais pas un seul pied qu'ait la moindre chose contre moi. Jamais je n'en ai offensé un seul ni de fait ni d'intention.

M. le président : Pourquoi alors Gendrin vous aurait-il ainsi frappé?

Le plaignant : Ah ! voilà... Je ne vous dis pas que c'est lui; je vous dis seulement que c'est un pied.

M. le président : Mais quand on porte une plainte devant la police correctionnelle, il faudrait être un peu plus sûr de son fait.

Le plaignant : Les camarades, qui m'ont dit que Gendrin c'était le pied... non, que le pied c'était Gendrin, sont ici présents; ils pourront vous dire la chose mieux que moi.

Le premier camarade est introduit; il se nomme Mochio, il est maçon.

M. le président : Avez-vous vu Gendrin lancer un coup de pied à Piloux?

Le témoin : Moi ? j'ai rien vu de ça du tout.

Piloux : Mais tu me l'as dit.

Le témoin : Alors donc ! tu as rêvé cela... Tu sais que l'étas en pleine ribotte.

Le second témoin, également maçon, fait une réponse semblable.

Piloux: Allons, bon! vous verrez que ça sera moi-même qui se sera allongé un coup de pied dans...

M. le président: Allez vous asseoir, et une autre fois ne portez pas plainte si légèrement.

Piloux: Mais, Monsieur le juge, j'ai reçu un coup de pied, et un soigné encore... je n'accuse personne, mais bien sûr que ce pied appartenait à quelqu'un.

Le Tribunal renvoie Gendrin de la plainte, et condamne Piloux, partie civile, aux dépens.

Le sieur Lefebvre, marchand crémier, demeurant à Paris, rue de la Tannerie, 20, avait été condamné, le 7 janvier dernier, par défaut, à trois mois d'emprisonnement et 50 francs d'amende pour vente à l'aide de balances volontairement faussées.

Il se présentait aujourd'hui devant le Tribunal correctionnel pour former opposition à ce jugement.

Le prévenu a dit, pour sa défense, que, locataire de huit ou dix boutiques qu'il fait tenir par des femmes à gages, il lui est impossible de s'apercevoir des contraventions ou des délits que ses employées peuvent commettre; que, d'ailleurs, les balances faussées au moyen de ronds de papier ne peuvent constituer un délit à sa charge, puisqu'il ne fait vendre que de la crème et du lait, et que le beurre, les œufs, le fromage, etc., sont vendus au profit des femmes qui tiennent ces boutiques, et cela pour remplacer les appointements qu'il ne leur donne pas.

Le Tribunal, malgré ces excuses, et attendu que le sieur Lefebvre est locataire de la boutique où le délit a été constaté, ordonne que le jugement du 7 janvier sera exécuté selon sa forme et teneur; et, néanmoins, réduit la peine à 50 fr. d'amende seulement.

Dans la matinée du 8 février dernier, l'attention des gendarmes de garde fut vivement excitée par une scène de violence extraordinaire qui se passait dans une salle du dépôt où avaient été transférés plusieurs détenus appelés à comparaître comme témoins devant l'un de MM. les juges d'instruction. A leur entrée dans la salle, les gendarmes remarquèrent l'un de ces détenus, le nommé Cutmel, qui maltraitait cruellement les trois autres, les nommés Angerville, Chemidelin et Busson. Cutmel, renversé à terre, avait déjà le visage gonflé et tout couvert de sang, et ce ne fut qu'après beaucoup de peine qu'on parvint à l'arracher des mains de ces hommes, qui criaient à tue-tête en le désignant: «C'est une peste; nous n'avons pas besoin de peste ici!» Ils voulaient ainsi faire entendre qu'ils soupçonnaient Cutmel d'avoir fait des révélations contre eux.

Angerville, Chemidelin et Busson comparaissent tous les trois devant le Tribunal de police correctionnelle (8^e chambre), sous la prévention de coups et blessures volontaires, et, malgré leurs dénégations, que combattent victorieusement les dépositions de plusieurs témoins entendus, ils sont condamnés, Angerville et Busson chacun à dix jours de prison, et Chemidelin à six jours de la même peine.

Le 31 décembre dernier, le sieur Pinçon, courrier de la maille, et locataire d'une maison rue Verdelet, 2, sortit de chez lui le matin, laissant, comme de coutume, sa clé entre les mains de son voisin. Au bout de quelque

temps, celui-ci entendit du bruit dans la chambre de Pinçon, et soupçonnant la présence d'un malfaiteur, il s'empressa d'aller voir ce qui se passait. Le secrétaire était brisé, plusieurs pièces d'argenterie étaient jetées sur un meuble, toutes prêtes à être emportées. Il paraissait évident qu'un vol allait se commettre. En cherchant le voleur, le voisin n'aperçut qu'une espèce d'ombre en blouse qui se dirigeait vers le toit en passant par la lucarne, et en même temps il entendit dans la rue plusieurs voix qui criaient: «Tiens! voilà un homme qui tombe.»

C'était en effet le voleur, à qui le pied avait glissé dans la précipitation de sa fuite, et qui, ramassé mort et transporté à la Morgue, y fut reconnu pour le nommé Guilly, dit Guilly, repris de justice et voleur de profession. En se livrant à ses recherches la police arrêta la femme Clément, qui vivait avec Guilly, et sur le compte de laquelle s'élevaient des faits assez graves: laborieuse et sédentaire jusqu'à l'époque où elle avait connu Guilly, cette femme avait depuis changé de conduite. Une grande quantité d'effets engagés au Mont-de-Piété par elle et par Guilly ont paru avoir une origine suspecte. Il a, de plus, été parfaitement établi qu'en l'absence d'une blanchisseuse sa voisine, la fille Clément avait reçu en dépôt, de la part d'une femme Doré, un paquet de linge qu'elle détournait à son profit, bien loin de le remettre à la blanchisseuse, ainsi qu'elle en avait accepté la mission.

Traduite pour ce fait devant le Tribunal de police correctionnelle (8^e chambre), la fille Clément beau nier de toutes ses forces l'abus de confiance qui lui est imputé; comme elle est positivement reconnue par la femme Doré, le Tribunal, conformément aux conclusions de M. l'avocat du Roi Mongis, la condamne à un mois de prison.

L'instruction si compliquée de mille incidents de l'affaire dite de la rue du Rempart parut toucher à son terme, et cependant tel est le caractère étrange de cette monstrueuse affaire, que chaque jour de nouveaux incidents se produisent qui nécessitent de nouvelles arrestations.

Ce matin encore, en exécution de mandats décernés par M. le juge d'instruction de Saint-Didier, on a arrêté une fille Julie D..., sous prévention d'attentat aux mœurs et d'excitation de mineures à la débauche.

Un forçat libéré, condamné, il y a quelques années, pour tentative d'assassinat sur la personne de sa mère, a été arrêté hier sur le boulevard du Temple, au moment de l'ouverture des bureaux du théâtre du Cirque-Olympique. Cet individu était arrivé le matin même à Paris, par le chemin de fer d'Orléans.

En 1838, la Cour d'assises de la Seine condamnait à sept années de travaux forcés le nommé Bérù, convaincu de s'être rendu coupable de vols commis avec violence, de complicité, la nuit, sur la voie publique. Cet individu, avant d'en arriver à sa comparution devant le jury, avait successivement parcouru les différentes gradations du crime: voleur à la dérobée d'abord, puis tireur, ensuite voleur avec effraction, puis enfin malfaiteur-audacieux, atteignant cette limite extrême qui ne se trouve séparée de l'assassinat que par des circonstances

fortuites, telles que la résistance de la victime, et la nécessité de s'assurer l'impunité. Aux débats, il ne témoigna aucun repentir; aussi fut-il recommandé particulièrement au baigne: sa force athlétique, son énergie et sa résolution devaient faire craindre qu'il tentât quelque moyen d'évasion.

Bérù subit donc sa peine à Brest sans que la clémence royale en abrégât la durée. A peine libéré, au lieu de se diriger sur le lieu qui lui avait été indiqué pour séjour en surveillance, il se dirigea vers Paris, où il arriva la semaine dernière sous un faux nom. Son premier soin, en arrivant dans la capitale, fut de se rendre dans les différens garnis qui servent d'asile ordinaire aux malfaiteurs, et où il espérait retrouver ses anciens compagnons, Napoléon Duchambe, Teppaz, Poildevache, etc. Il retrouva bien les maisons du quartier Saint-Victor et du faubourg du Temple, où il avait demeuré jadis avec eux, mais il ne les retrouva plus eux-mêmes, et alors seulement il apprit que tous successivement ils avaient été condamnés comme lui, et expièrent à leur tour dans les bagnes leurs crimes communs.

Cette circonstance, qui parut produire sur lui une certaine impression, dérangeait évidemment des projets qu'il avait formés; elle n'eut cependant pas la puissance de l'y faire renoncer entièrement, mais seulement elle le déterminait à agir avec plus de prudence.

Changeant une fois encore de nom, il loua un petit logement rue du Paon, et commença à parcourir sous un déguisement les barrières, pour y recruter quelque ancien complice avec lequel il pût renouveler ses attaques nocturnes. Ce n'est pas chose difficile pour un malfaiteur que de s'aboucher dans le vaste pandémonium parisien avec d'autres misérables de sa trempe: aussi Bérù eut-il bientôt organisé son plan.

Par bonheur, la police qui ne l'avait pas perdu de vue un instant durant toutes ses allées et venues, ne lui donna pas le temps de le mettre à exécution. Dans sa dernière entrevue avec ceux qu'il voulait associer à ses projets, il leur avait expliqué que son parti était pris et qu'il n'y avait plus à reculer.

Cette nuit même cet homme a été arrêté à minuit, et conduit sous bonne escorte à la Conciergerie, sous prévention de complot tendant à former une association de malfaiteurs, de rupture de ban, etc.

Un accident causé par l'imprudence de deux voyageurs est arrivé ce matin sur le chemin de fer de Rouen.

A la station d'Épône, à quelques minutes de celle de Mantes, où les trains s'arrêtent dix minutes, deux voyageurs de la rotonde de l'une des diligences des Messageries sont descendus; les signaux de départ étaient donnés et le train s'était remis en marche, lorsque tout à coup l'un vit sortir des cabinets ces deux voyageurs, qui, malgré les cris du chef de la station, coururent après le train et l'atteignirent à vingt mètres de la station.

C'est alors que l'un des voyageurs voulant monter, le pied lui glissa, et il tomba sur la voie, où il fut atteint par les voitures, qui passèrent sur son corps.

Ce voyageur est mort à l'instant.

Nous avons été induits en erreur quand nous avons

annoncé que les exemplaires nouvellement saisis du livre intitulé la Famille d'Orléans étaient le produit d'une contrefaçon. Il paraît que ces exemplaires avaient été soustraits aux recherches de la justice lors de la première saisie, et continuaient de se vendre, malgré la condamnation de l'ouvrage et de l'auteur.

Le GÉNÉRAL TOM-POUCE, l'Américain en miniature, aura l'honneur de recevoir le public tous les jours, SALLE DES CONCERTS VIVIENNE, 7, à onze heures du matin, trois heures de l'après-midi, et le soir pendant le concert.

Prix des places: DANS LA JOURNÉE, premières, 5 fr.; secondes, 2 fr.; les enfants paieront 2 fr. à toutes places. — POUR LE SOIR, voir les affiches du concert. — Les portes seront ouvertes une demi-heure avant les séances.

NOUVELLE EXPOSITION.

MAISON DELISLE, A SAINTE-ANNE, Rue de Grammont, 15, et rue de Choiseul, 4 ter.

On se rappelle encore l'exposition improvisée que les nouveaux propriétaires de la maison Delisle ont faite le printemps dernier à l'occasion de l'ouverture de leurs nouvelles galeries. La belle clientèle de cette maison apprendra avec plaisir qu'une nouvelle exposition plus complète aura lieu les 31 mars, 1^{er} et 2^e avril. On y verra les plus belles étoffes de soie, fantaisies et tissus nouveaux créés pour la vente exclusive de leur maison.

L'attention y sera en outre fixée par un remarquable assortiment de cachemires des Indes.

La nouvelle édition de l'ESSAI SUR LE PRINCIPE DE POPULATION, par Malthus, que publie le libraire Guillaumin, vient de paraître. Il existe peu d'ouvrages plus célèbres et dont la publication ait causé tant de débats; il en est peu dont on ait parlé davantage et plus diversement. D'ailleurs la question de la population touche à tout: à la morale et à la politique, à l'économie nationale et à l'économie domestique, à l'état, à la famille, à l'individu y sont également intéressés pour le présent et pour l'avenir, pour leur force comme pour leur bonheur. Aussi, quel aspect divers ne présente-t-elle pas! que de points de vue différens n'ouvre-t-elle pas à l'observateur attentif! — Ce qui donne surtout un grand mérite à cette édition du livre de Malthus, c'est la savante Introduction dont M. Rossi l'a fait précéder, et dans laquelle on retrouve au plus haut degré la profondeur, la clarté et la vigueur de l'illustre économiste.

TRAITEMENT SPÉCIAL POUR LES MALADIES DE POITRINE. Autant par intérêt de l'humanité que par reconnaissance, je crois devoir rendre publique la guérison miraculeuse qu'a obtenue le docteur TIRAT de MALEMORET (rue Richelieu, 53) de la phthisie pulmonaire dont j'étais affecté depuis quatre ans, après avoir été abandonné par les plus célèbres médecins. Signé SAUREL, rue St-Martin, 127.

SPECTACLES DU 26 MARS.

OPÉRA. — Marie Stuart. FRANÇAIS. — Le Gendre d'un Millionnaire, le Bourru. OPÉRA-COMIQUE. — La Sirène. ITALIENS. — Odéon. — Antigone. VAUDEVILLE. — Les Trois Loges, la Polka, le Porteur d'eau. VARIÉTÉS. — Les Deux Pierrots, le Garde Forestier. GYMNASSE. — La Belle et la Bête, un Bal d'Enfants, Petit Homme.

LIBRAIRIE DE GUILLAUMIN, rue Richelieu, 14, au deuxième, éditeur du Dictionnaire du Commerce et des Marchandises (2 vol. in-8, 25 fr. avec Atlas); du Journal des Économistes (50 fr. par an); de la Collection des principaux Économistes, comprenant les écrits de VAUBAN, BOISGUILLEBERT, J. LAM, etc., 1 vol.; des Physiocrates: QUESNAY, MERCIER de la RIVIERE, etc., 2 vol.; TURGOT, 2 vol.; ADAM SMITH, 2 vol.; MALTHUS, 2 vol.; J.-B. SAY, 5 vol.; RICARDO, 1 vol., etc. — du Droit commercial dans ses rapports avec le Droit des gens et le Droit civil, par M. MASSÉ, 6 vol. in-8, 45 fr.; De la Liberté du Travail, par M. Ch. DUNoyer, de l'Institut, 3 vol. in-8, 22 fr. 50 cent.; — de l'Annuaire de l'Économie politique, 1^{er} et 2^e années; — des ouvrages de MM. BLANQUI, L. REYBAUD, BUCHEZ, C. RENOUD, LÉON FAUCHER, etc., etc., etc.

MALTHUS ESSAI SUR LE PRINCIPE DE POPULATION Avec une INTRODUCTION par M. ROSSI, pair de France, membre de l'Institut. Une NOTICE BIOGRAPHIQUE par M. CH. COMTE, secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences morales, les NOTES de l'Auteur, des traducteurs MM. P. et G. PRÉVOST (de Caen), et de NOUVELLES NOTES par M. J. GARNIER. — (Cet ouvrage forme le tome VII de la COLLECTION DES PRINCIPAUX ÉCONOMISTES, dont neuf volumes sont déjà publiés.)

SOCIÉTÉ GÉNÉPHILE. Rue Montmartre, n° 171. Rue de l'Odéon, n° 50. Maison de confiance fondée en 1837. VINS EN CERCLES. — VINS EN BOUTEILLES. Vins ordinaires BOURGOGNE, BORDEAUX, MACON, à 45 c., 50 c., 55 c., 65 c. et au-dessus; à 80 fr., 90 fr. et 100 fr. la feuillette; 125 fr., 140 fr., 150 fr., 165 fr. la pièce. Tous les vins sont rendus franco à domicile.

Contellerie Parisienne De la fabrique de M. LEGRAND, passage des Panoramas, 8, en face M. Marquis, près le boulevard. COUTEAUX de table, manche en bois, de 20 à 28 fr. et au-dessus; — Idem, manche en ébène, de 12 à 18 fr. et au-dessus. — Grand choix de couteaux de dessert à lame d'argent, de 60 à 80 fr. et au-dessus. — Petite orfèvrerie en argent et en maillechort argenté par le procédé de M. de Ruolz. Couverts en nickel argenté, de 6 à 7 fr. Rasoirs garantis à 4 fr.

Chez l'Éditeur, rue des Francs-Bourgeois-St-Michel, 5, derrière l'Odéon, au premier. MANUEL ANNUAIRE DE LA SANTÉ, ou MÉDECINE ET PHARMACIE DOMESTIQUES PAR F.-V. RASPAIL. 1 vol. gr. in-18. Prix: 1 fr. 25 c. — Par la poste: 1 fr. 60 c. OUVRAGE DÉDIÉ Aux riches dans l'intérêt des pauvres; — A ceux qui sont heureux, dans l'intérêt de ceux qui souffrent. Ce petit manuel contient, avec toutes les nouvelles observations de l'auteur, les renseignements théoriques et pratiques nécessaires, pour que chacun soit en état de PRÉPARER ET D'EMPLOYER lui-même les MÉDICAMENTS de la nouvelle méthode, et puisse, sans le secours du médecin, SE PRÉSERVER ET SE GUÉRIR d'une foule de maladies curables, ou éprouver un soulagement équivalent à la santé, dans les maladies incurables et chroniques. NOTA. Afin de distinguer cette publication nouvelle et authentique, de celles où la contrefaçon se couvre du nom de M. Raspail, de la manière la plus illégale et la plus nuisible à la santé publique, tous les exemplaires seront revêtus de la signature de l'auteur.

PAPETERIE MAQUET, rue de la Paix, n° 20. — Ne pas confondre. SURETÉ DE LA CORRESPONDANCE NOUVELLES ENVELOPPES MAQUET Hermétiquement collées partout sans augmentation de prix. Tous formats de lettres à 1 franc le cent. Grand assortiment de papier à lettres, cires à cacheter, plumes métalliques, gravures et impression de cartes de visite, armoiries, etc.

Maladies Secrètes. TRAITEMENT Du Docteur CH. ALBERT, Médecin de la Faculté de Paris, maître en pharmacie, ex-pharmacien des hôpitaux de la ville de Paris, professeur de médecine et de botanique, honoré de médailles et récompenses nationales, etc., etc. Les guérisons nombreuses et authentiques obtenues à l'aide de ce traitement simple, facile, et nous pouvons le dire sans exagération, inflexible contre toutes les maladies secrètes, quelque anciennes ou invétérées qu'elles soient. Aujourd'hui on ne peut regarder comme résolu le problème d'un traitement simple, facile, et nous pouvons le dire sans exagération, inflexible contre toutes les maladies secrètes, quelque anciennes ou invétérées qu'elles soient. Le traitement du Docteur ALBERT est peu dispendieux, facile à suivre en secret ou en voyage et sans aucun dérangement; il s'emploie avec un égal succès dans toutes les saisons et dans tous les climats. R. Montorgueil, 21. Consultations gratuites tous les jours. TRAITEMENT PAR CORRESPONDANCE. (AFFRANCHIR.)

PLUS DE CHEVEUX GRIS. NOUVELLE COMPOSITION. — Jusqu'à l'âge de 70 ans tout ce qui a existé n'a été qu'imparfait. L'EAU DE PERSE est la seule qui puisse TEINDRE A LA MINUTE, en toute nuance, CHEVEUX, FAVORIS et MOUSTACHES; elle leur donne une teinte solide, de la souplesse et un brillant naturels. 5 fr. le flac. (Eau. inv.) — Mme DUSSER TEINT CHEZ ELLE ET A DOMICILE. Insertion: 1 franc 25 centimes la ligne

LE VÉRITABLE ONGUNT CANET Se trouve maintenant à la pharmacie GIRARD, rue des Lombards, 28. On peut s'en assurer chez M. Chrélien, demeurant rue Saint-Denis, 90. Lequel vend anciennement et octroyé souverain pour la guérison des ABÈCES, TUMEURS, PANARIS, MAUX D'AVEURTE, PLAIES, les plus invétérées, etc., etc. — Pour éviter les contrefaçons, chaque rouleau porte la signature ci-contre.

PASTILLES DE CALABRE De POTARD, rue St-Honoré, 271. Contre le Rhume, Catarrhe, Asthme, Glaïres.

MAUX DE DENTS La KRÉOSOTE BILLARD enlève la douleur de Dent la plus vive et guérit la carie. Chez BILLARD, Pharm. Rue St-Jacques-la-Boucherie, 23, près la place du Châtelet 2 fr. le flacon

LA CONSTIPATION DÉTRUITE. SANS LAVEMENTS, SANS MÉDICINE ET SANS BAINS. Se vend chez tous les libraires et à la Maison Warlin, à Paris, 68, rue Richelieu, l'Exposition d'un MOYEN NATUREL, agréable et infatigable (sans-simples), non-seulement de vaincre, mais aussi de compléter la Constipation rebelle; suivi de nombreux Certificats de médecins célèbres et d'autres personnes de distinction. LA MÊME, franco par la poste, 1 fr. 50, à envoyer en un bon sur la poste. (Affranchir.)

Ventes immobilières. A vendre par adjudication, par le ministère de M. AUMONT-THIEVILLE, notaire à Paris, en l'une des salles du château de Gravelle, ci-après désigné, le dimanche 13 avril 1845, heure de midi, en neuf lots, dont les 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 7^e, 8^e et 9^e pourront être réunis sur la demande de l'adjudicataire du château, composant le 1^{er} lot; à la charge par lui de mettre une enchère de 15,000 fr. en sus du prix de tous les lots réunis, le château et domaine de Gravelle, composé de parc, garennes, communs, vergers, jardins potagers et d'agrément, canaux, glacière, terres labourables, prés, bois taillis, les 94 ares d'une contenance totale de 343 hectares 94 ares 78 centiares, et situé communs d'Auvers et de Villeneuve-sur-Auvers, canton de la Ferté-Alepis, et par extension, commune d'Érigny, canton d'Érigny, arrondissement d'Étampes (Seine-et-Oise), sur la grande route et le chemin de fer de Paris à Étampes, et sur les bords de la rivière de Juine, à 4 myriamètres et demi de Paris, et à 3 kilomètres d'Étampes, sur les mises à prix suivantes: 1^{er} lot, 250,000 fr.; 2^e lot, 25,000 fr.; 3^e lot, 1,200 fr.; 4^e lot, 500 fr.; 5^e lot, 800 fr.; 6^e lot, 37,000 fr.; 7^e lot, 18,000 fr.; 8^e lot, 28,500 fr.; 9^e lot, 100,000 francs au total, 461,000 fr. On traiterait à l'amiable, avant l'adjudication, s'il était fait des offres suivantes. S'adresser pour les renseignements, à M. Aumont-Thiéville, notaire à Paris, boulevard St-Denis, 19. Et à M. Brovon, à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, 20. Et pour visiter la propriété, au sieur Lormetean, garde du domaine de Gravelle, à Gravelle. (3182)

Sociétés commerciales. D'un acte sous seings privés, en date à Paris, du 12 mars 1845, enregistré, il appert qu'une société en nom collectif a été formée entre M. veuve PAILLARD, artiste, demeurant à Paris, rue du Temple, 101, et M. NEUBER, ingénieur, demeurant à Paris, rue Ste-Avoye, 14, pour l'exploitation d'un brevet d'invention ayant pour objet la production des objets d'art ou d'utilité, par l'ivoire ou autres matières cornées, liquées; que la durée de la société a été fixée à quinze ans, qui ont commencé le 12 du courant; que le siège de la société est rue Ste-Avoye, 58; que M. Neuber seul gèrera et aura la signature sociale; que la raison sociale est NEUBER et C^o.

TRIBUNAL DE COMMERCE. DÉCLARATIONS DE FAILLITES. Jugement du Tribunal de commerce de Paris, du 24 MARS 1845, qui déclare en faillite ouverte et en état de protêt provisoire l'ouverture au 1^{er} jour: Du sieur DELIN, costumier, rue de Bondy, 92, nomme M. Riglet, juge-commissaire, et M. Thierry, rue Montigny, 9, syndic provisoire (N° 5092 du gr.). Du sieur JAUDIN, épateur d'huiles, rue Mauconseil, 30, nomme M. Grimout, juge-commissaire, et M. Pellerin, rue Lepelletier, 10, syndic provisoire (N° 5093 du gr.). Du sieur FERRY, négociant en cuirs étrangers, à La Villette, nomme M. Moineau, juge-commissaire, et M. Clavery, marché St-Honoré, 21, syndic provisoire (N° 5098 du gr.).

CONVOCACTIONS DE CRÉANCIERS. Sont invités à se rendre au Tribunal de commerce de Paris, salle des assemblées de faillites, MM. les créanciers: NOMINATIONS DE SYNDICS. Du sieur LEBLANC, anc. négociant, faub. Montmartre, 32, le 31 mars à 2 heures (N° 5092 du gr.). Du sieur LAURENT, fab. de chemises, rue Richelieu, 95, le 31 mars à 9 heures 1/2 (N° 5095 du gr.). Du sieur MESSAGER, cartonnier, rue Ste-Avoye, 53, le 1^{er} avril à 10 heures 1/2 (N° 4338 du gr.). Pour assister à l'Assemblée dans laquelle M. le juge-commissaire doit les convoquer, tant sur la composition de l'état des créanciers que sur la nomination de nouveaux syndics. NOTA. Il est nécessaire que les créanciers convoqués pour la vérification et affirmation de leurs créances remettent préalablement leurs titres à MM. les syndics. VÉRIFICATIONS ET AFFIRMATIONS. Du sieur RADI, anc. menuisier, rue de Port-Royal, 14, le 1^{er} avril à 10 heures 1/2 (N° 4992 du gr.). Du sieur CRESSLIN aîné, anc. négociant en rouenneries, rue Marie, 6, le 1^{er} avril à 9 heures (N° 4998 du gr.). Du sieur LAMBERT, limonadier, rue Bourbilly-Villeneuve, 35, le 31 mars à 9 heures 1/2 (N° 4992 du gr.).

PRODUCTION DE TITRES. Sont invités à produire, dans le délai de vingt jours, à dater de ce jour, leurs titres de créances, accompagnés d'un bordereau sur papier timbré, indicatif des sommes à réclamer, MM. les créanciers: Du sieur GRAVERAND, tailleur, place des Italiens, 1, entre les mains de MM. Duval, Vaulesse, rue Grange-aux-Belles, 1, et Puy-

Table with financial data including 'Séparations de Corps et de Biens', 'Bourses du 25 Mars', and 'BIBLIOTHÈQUE'. It lists various financial instruments, their values, and exchange rates.